



**ZONE DE POLICE MONTGOMERY
POLITIEZONE MONTGOMERY**

**CONSEIL DE POLICE DU 8 SEPTEMBRE 2023
POLITIERAAD VAN 8 SEPTEMBER 2023**

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Benoît Cerexhe, <i>Président du Conseil de Police/Voorzitter van de Politieraad</i> ;
Aanwezig	Vincent De Wolf, Olivier Maingain, <i>Bourgmestres/Burgemeesters</i> ; Antoine Bertrand, Ariane Calmeyn, Anne Delvaux de Fenffe, Quentin Deville, Etienne Dujardin, Aziz Es, Philippe Jaquemyns, Caroline Joway, Michael Loriaux, Christiane Mekongo Ananga, Amélie Pans, Ethel Savelkoul, Virginie Taittinger, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Anne Vandersande, Jonathan de Patoul, <i>Conseillers de police/Politieraadsleden</i> ; Michaël Jonniaux, <i>Chef de Corps/Korpschef</i> ; Etienne Viatour, <i>Secrétaire/Secretaris</i> .
Excusés	Nuria Bordes Castells, Marie Cruysmans, Jean-Luc Debroux, Carla Dejonghe, Lucien Rigaux,
Verontschuldigd	Adélaïde de Patoul, <i>Conseillers de police/Politieraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

Secrétariat zonal - Zone Secretariaat

1 Approbation du procès-verbal de la séance du 02 06 2023

Le Conseil de police s'ouvre par un hommage à Monsieur Bernard de Marcken de Mercken, conseiller de police décédé ce 5 septembre. Le Conseil de police observe ensuite une minute de silence.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Goedkeuring van de notulen van de zitting van 02 06 2023

De Politieraad wordt geopend met een eerbetoon aan de heer Bernard de Marcken de Mercken, raadslid en overleden op 5 september. De Politieraad neemt daarna een minuut stilte in acht.

De Raad keurt het punt goed.
19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Service Ressources Financières - Dienst Financiële Middelen

2 Modification budgétaire n° 01 (service ordinaire) - exercice 2023

Voir document en annexe.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Begrotingswijziging nr 1 (gewone dienst) - dienstjaar 2023

Zie document in bijlage.

De Raad keurt het punt goed.
19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Vincent De Wolf quitte la séance / verlaat de zitting.

3 Modification budgétaire n° 02 (service extraordinaire) - exercice 2023

Voir document en annexe

Le Conseil approuve le point.
18 votants : 18 votes positifs.

Begrotingswijziging nr 02 (buitengewone dienst) - dienstjaar 2023

Zie document in bijlage

De Raad keurt het punt goed.
18 stemmers : 18 positieve stemmen.

Service Ressources Humaines - Dienst Personeel Middelen

4 PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – MODIFICATION DU CADRE ORGANIQUE – MODIFICATION DE L'ORGANIGRAMME

Le Conseil de police,
Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;
Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;
Vu l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;
Vu l'arrêté royal du 07 décembre 2001 déterminant les normes d'encadrement des membres du personnel de la police locale ;
Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale, et plus particulièrement les annexes 1 et 2 ;
Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 relatif à la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique des services de police ;
Vu la circulaire ministérielle PLP 10 du 09 octobre 2001 concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;
Vu la circulaire ministérielle ZPZ 12 du 22 décembre 2000 relative au cadre de référence et de travail des zones de police ;

Vu ses délibérations des 16 octobre 2001, 18 février 2002, 21 septembre 2004, 12 avril 2005, 5 décembre 2005, 30 juin 2006, 24 avril 2009, 18 octobre 2011, 19 octobre 2012, 11 décembre 2013, 14 novembre 2014, 13 novembre 2015, 09 novembre 2018, 20 novembre 2020 et 23 avril 2021 portant fixation du cadre organique du corps de police ;

Considérant qu'en vertu de l'arrêté royal du 5 septembre 2001, l'effectif minimal du corps de police zonal est fixé à 451 équivalents temps plein, soit 418 membres du cadre opérationnel et 33 membres du cadre administratif et logistique ; que ces chiffres représentent une norme minimale en deçà de laquelle le cadre ne peut être fixé ;

Considérant que les délibérations des 16 octobre 2001 et 18 février 2002 portent fixation du cadre organique du corps de police à 508 emplois statutaires temps plein dont 427 membres du cadre opérationnel et 81 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations des 21 septembre 2004, 12 avril 2005, 5 décembre 2005, 30 juin 2006 et 24 avril 2009 modifient le cadre organique du corps de police et le portent à, respectivement, 576, 581, 607, 609 et 619 emplois statutaires temps plein dont 512 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations du 18 octobre 2011 et 19 octobre 2012 modifient la répartition du cadre organique et le portent à 619 emplois statutaires temps plein dont 502 membres du cadre opérationnel et 117 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations du 11 décembre 2013 et 14 novembre 2014 modifient le cadre organique du corps de police et le portent à 611 emplois statutaires temps plein dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 13 novembre 2015 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 599 emplois statutaires temps plein dont 491 membres du cadre opérationnel et 108 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 09 novembre 2018 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 599 emplois statutaires temps plein dont 494 membres du cadre opérationnel et 105 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 20 novembre 2020 modifie le cadre organique du corps de police et le porte à 611 emplois statutaires temps plein dont 504 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 23 avril 2021 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 611 emplois statutaires temps plein dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant l'organigramme et le mode de fonctionnement du corps de police locale tels qu'approuvés par le conseil de police en sa séance du 23 avril 2021 ;

Considérant qu'en 2018, il était nécessaire de revoir sensiblement l'organisation interne de certains départements et services du corps de police afin d'améliorer le fonctionnement de la Zone de police;

Considérant qu'après un an de fonctionnement, il a été procédé à une évaluation des modifications intervenues ;

Considérant que, suite à cette évaluation, certains ajustements ont été opérés ;

Considérant que, depuis lors, l'organisation interne du corps de police a fait l'objet de nouvelles adaptations indispensables afin de garantir un fonctionnement adapté et répondant aux évolutions légales constantes ;

Considérant qu'il est également apparu nécessaire de tenir compte des réalités de recrutement ainsi que du turn-over de plus en plus présent au sein de la Zone de police;

Considérant qu'un fonctionnement optimal nécessite des ajustements en terme, notamment, de fusion de certains services ou de déplacements au sein des départements ainsi qu'en terme de capacité prévue initialement ;

Considérant que, dans le cadre des mesures visant à renforcer la sécurité dans les transports publics, 23 Inspecteurs de police ont intégré notre zone de police en 2013 ;

Considérant que ceux-ci devaient être intégrés dans le cadre organique ;

Considérant qu'aux termes du courrier du 6 août 2013 de la Ministre de l'Intérieur, cela n'a cependant aucun effet sur les normes d'encadrement ainsi que sur le calcul des effectifs de la Recherche locale ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier l'organigramme tel qu'approuvé par le Conseil de police

du 23 avril 2021 ;

Considérant que la modification de l'organigramme a été approuvée par le Collège de police en sa séance du 08 septembre 2023 ;

Considérant que celle-ci a également été présentée et validée lors du comité de concertation de base le 30 juin 2023 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007, le cadre du personnel doit, à partir du 1^{er} septembre 2007, mentionner la classe à laquelle une fonction de niveau A appartient ;

Considérant le document annexe à la présente délibération, à savoir le tableau des capacités et de répartition des effectifs ;

Suivant en cela l'avis du Chef de Corps ;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- de modifier l'organigramme du corps de police de la zone de police locale 5343 « MONTGOMERY » d'Etterbeek / Woluwe-Saint-Lambert / Woluwe-Saint-Pierre et de fixer le cadre organique à 616 emplois statutaires temps plein, dont 509 emplois statutaires temps plein au cadre opérationnel et 107 emplois statutaires temps plein au cadre administratif et logistique ;
- de fixer la répartition des 616 emplois statutaires temps plein au sein du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique de la manière suivante :

I. CADRE OPERATIONNEL		Ancien cadre	Nouveau cadre
a. Cadre des Officiers	Commissaires divisionnaire de police	5	5
	Commissaires de police	19	21
b. Cadre moyen	Inspecteurs principaux de police	89	85
c. Cadre de base	Inspecteurs de police	368	378
d. Cadre des agents de police	Agents de police	24	20
Total d'emplois statutaires temps plein du cadre opérationnel		505	509

II. CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE		Ancien cadre	Nouveau cadre
a. Niveau A		19	20
b. Niveau B		32	33
c. Niveau C		48	51
d. Niveau D		7	3
Total d'emplois statutaires temps plein du cadre administratif et logistique		106	107

ONDERATION DES EMPLOIS DE NIVEAU A

Secrétaire zonal / DPO	Cl
Conseiller traducteur	Cl
Conseiller en prévention Chef du service interne de Prévention et Protection au travail	Cl
Conseiller en prévention membre du service interne de Prévention et Protection au travail	Cl

Conseiller en prévention / aspects psychosociaux membre du service interne de Prévention et Protection au travail	Cl
Conseiller Chef de service Cellule aide psychosociale	Cl
Conseiller membre de la Cellule aide psychosociale	Cl
Conseiller Directeur du Département Stratégie-Qualité	Cl
Conseiller Chef du Service stratégie / Développement de la politique/Gestion de projets	Cl
Conseiller Analyste stratégique	Cl
Conseiller Chef du Service communication	Cl
Conseiller Directeur du Département Gestion des moyens	Cl
Conseiller Chef du Service Ressources humaines	Cl
Conseiller Chef du Service Ressources financières	Cl
Conseiller Chef du Service Ressources matérielles	Cl
Conseiller coordinateur Cellule Marchés publics	Cl
Conseiller Chef du Service Infrastructures	Cl
Conseiller Chef du Service Ressources télématiques	Cl
Conseiller Chef de service adjoint du Service Ressources télématiques	Cl
Conseiller Chef de service Service d'assistance policière aux victimes	A

- que la pondération des emplois de niveau A « A pondérer » sera approuvée après présentation au comité de concertation de base ;
- que le document annexe fait partie intégrante de la présente décision à savoir, le tableau des capacités et de répartition des effectifs ;
- que ce cadre du corps de police locale sera pourvu à concurrence des emplois déclarés vacants dans le cadre des cycles de mobilité annuels organisés par la Police Fédérale tout en tenant compte des disponibilités budgétaires zonales ;
- de revoir ultérieurement le cadre et l'organigramme adoptés ce jour afin de les adapter à la réalité du fonctionnement et des besoins.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 08 septembre 2023.

Le Chef de Corps explique brièvement cette modification.

Répondant à une question de Monsieur DEVILLE, le Chef de Corps précise que les 5 membres supplémentaires sont des membres opérationnels.

Monsieur DEVILLE remarque que les CALog niveau D passent de 7 à 3.

Le Chef de Corps explique que des places CALog niveau D deviennent des places CALog niveau C compte tenu du niveau de spécialisation de ces fonctions et donc des qualifications techniques requises (garagistes, ouvriers électriciens).

Monsieur DEVILLE constate également que le cadre des agents de police passe de 24 à 20.

Le Chef de Corps précise que les missions qui peuvent être confiées à un agent de police sont très restreintes (règlement général de police, circulation, ...) et qu'il devient plus difficile de recruter des agents. Le choix a donc été fait de privilégier le recrutement d'inspecteurs.

Le Conseil approuve le point.
18 votants : 18 votes positifs.

PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – WIJZIGING VAN HET ORGANIEK KADER – WIJZIGING VAN HET ORGANOGRAM

De politieraad,

Gelet op de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een minimale dienstverlening aan de bevolking te verlenen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 07 december 2001 tot vaststelling van de formatienormen van de personeelsleden van de lokale politie ;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie en meer in bijzonder de bijlagen 1 en 2 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 05 juni 2007 betreffende de weging van de functies van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de politiediensten;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 10 van 09 oktober 2001 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking;

Gelet op de ministeriële omzendbrief ZPZ 12 van 22 december 2000 betreffende het algemeen raam- en werkingskader van de politiezones ;

Gelet op zijn beraadslagingen van 16 oktober 2001, 18 februari 2002, 21 september 2004, 12 april 2005, 5 december 2005, 30 juni 2006, 24 april 2009, 18 oktober 2011, 19 oktober 2012, 11 december 2013, 14 november 2014, 13 november 2015, 09 november 2018, 20 november 2020 en 23 april 2021 tot vaststelling van het organiek kader van het politiekorps;

Overwegende dat krachtens het koninklijk besluit van 5 september 2001 het minimaal effectief van het zonaal politiekorps vastgesteld is op 451 voltijdse equivalenten, meer bepaald 418 leden van het operationeel kader en 33 leden van het administratief en logistiek kader ; dat deze cijfers een minimumnorm uitmaken zonder dewelke het kader niet vastgesteld kan worden ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 16 oktober 2001 en 18 februari 2002 het organiek kader van het politiekorps vaststellen op 508 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 427 leden van het operationeel kader en 81 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 21 september 2004, 12 april 2005, 5 december 2005, 30 juni 2006 en 24 april 2009 het organiek kader van het politiekorps wijzigen en dit brengen op respectievelijk 576, 581, 607, 609 en 619 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 512 leden van operationeel kader en 107 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 18 oktober 2011 en 19 oktober 2012 de verdeling van het organiek kader wijzigen en dit brengen op 619 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 502 leden van operationeel kader en 117 leden van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat de beraadslagingen van 11 december 2013 en 14 november 2014 het organieke kader van het politiekorps wijzigen en dit brengen op 611 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 505 leden van operationeel kader en 106 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 13 november 2015 de verdeling van het organiek kader wijzigt

en dit brengt op 599 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 491 leden van operationeel kader en 108 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 09 november 2018 de verdeling van het organiek kader wijzigt en dit brengt op 599 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 494 leden van operationeel kader en 105 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 20 november 2020 het organieke kader van het politiekorps wijzigt en dit brengt op 611 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 504 leden van operationeel kader en 107 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 23 april 2021 de verdeling van het organiek kader wijzigt en dit brengt op 611 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 505 leden van operationeel kader en 106 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat het organogram en de werkingswijze van het lokaal politiekorps werden goedgekeurd door de politieraad tijdens de vergadering van 23 april 2021 ;

Overwegende dat het in 2018 nodig was om verschillende departementen en diensten van het politiekorps gevoelig te herzien teneinde de werking van de Politiezone te verbeteren;

Overwegende dat, na een werkingsjaar, een evaluatie van de tot stand gekomen wijzigingen uitgevoerd werd ;

Overwegende dat, ten gevolge van deze evaluatie, enkele aanpassingen uitgevoerd werden;

Overwegende dat de interne organisatie van het politiekorps sindsdien het voorwerp uitmaakte van verdere essentiële aanpassingen teneinde een aangepaste werking te garanderen die beantwoordt aan de constante wettelijke evoluties;

Overwegende dat het ook noodzakelijk is geworden om rekening te houden met de rekruteringsrealiteit en het toenemende verloop binnen de Politiezone;

Overwegende dat een optimale werking aanpassingen vereist, met name op het vlak van fusie van bepaalde diensten of verplaatsen van diensten, alsook op het vlak van de initieel voorziene capaciteit;

Overwegende dat, in het kader van de maatregelen richtend op de versterking van beveiliging van het openbaar vervoer, 23 Inspecteurs van politie in onze politiezone gekomen zijn in 2013;

Overwegende dat deze in het organiek kader geïntegreerd moesten worden;

Overwegende dat, volgens de brief van 6 augustus 2013 van de Minister van Binnenlandse Zaken, dit niettemin geen gevolg heeft op de formatienormen en op de berekening van de effectieven van de lokale Recherche;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het zonale organogram zoals goedgekeurd door de Politieraad van 23 april 2021 te wijzigen;

Overwegende dat deze wijziging van het organogram goedgekeurd werd door het Politiecollege tijdens de vergadering van 08 september 2023;

Overwegende dat deze ook voorgelegd en goedgekeurd werd tijdens het basisoverlegcomité van 30 juni 2023;

Overwegende dat krachtens artikel 17 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007 het kader van het personeel vanaf 1 september 2007 de klasse dient te vermelden waartoe een functie van niveau A behoort;

Overwegende het document bijgevoegd aan deze beraadslaging, namelijk de tabel van de capaciteit en de verdeling van het personeel ;

Hierin het advies van de Korpschef volgend;

Op voorstel van het Politiecollege;

BESLIST :

- Het organiek kader van het politiekorps van de lokale politiezone 5343 « MONTGOMERY » van Etterbeek / Sint-Lambrechts-Woluwe / Sint-Pieters-Woluwe te wijzigen en vast te stellen op 616 voltijdse statutaire betrekkingen, waarvan 509 voltijdse statutaire betrekkingen in het operationeel kader en 107 voltijdse statutaire betrekkingen in het administratief en logistiek kader ;
- De 616 voltijdse statutaire betrekkingen binnen het operationeel kader en het administratief en logistiek kader op volgende wijze te verdelen :

I. OPERATIONEEL KADER		Oud kader	Nieuw kader
a. Officierskader	Hoofdcommissarissen van politie	5	5
	Commissarissen van politie	19	21
b. Middenkader	Hoofdinspecteurs van politie	89	85
c. Basiskader	Inspecteurs van politie	368	378
d. Kader van de agenten van politie	Agenten van politie	24	20
Totaal voltijdse statutaire betrekkingen van het operationeel kader		505	509

II. ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER		Oud kader	Nieuw kader
a. Niveau A		19	20
b. Niveau B		32	33
c. Niveau C		48	51
d. Niveau D		7	3
Totaal voltijdse statutaire betrekkingen van het administratief en logistiek kader		106	107

VEGING VAN DE AMBTEN VAN NIVEAU A

Zonesecretaris / DPO	Kla
Adviseur lid Vertaler	Kla
Preventieadviseur Diensthoofd Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Kla
Preventieadviseur lid Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Kla
Preventieadviseur / psychosociale aspecten lid Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Kla
Adviseur Diensthoofd Cel Psychosociale Steun	Kla
Adviseur lid Cel Psychosociale Steun	Kla
Adviseur Directeur van het Departement Strategie-Kwaliteit	Kla
Adviseur Diensthoofd Dienst Strategie / Beleidsontwikkeling / Projectbeheer	Kla
Adviseur Strategisch Analist	Kla
Adviseur Diensthoofd Communicatiedienst	Kla
Adviseur Directeur van het Departement Middelenbeheer	Kla
Adviseur Diensthoofd Dienst Human resources	Kla
Adviseur Diensthoofd Dienst Financiële middelen	Kla
Adviseur Diensthoofd Dienst Materiële middelen	Kla
Adviseur Coördinator Cel Openbare Aanbestedingen	Kla
Adviseur Diensthoofd Dienst Infrastructuur	Kla
Adviseur Diensthoofd Dienst Telematica-middelen	Kla
Adviseur Adjunct Diensthoofd Dienst Telematica-middelen	Kla
Adviseur Diensthoofd Dienst politionele Slachtofferbejegening	Te v

- dat de weging van de functies van het niveau A “Te wegen” goedgekeurd zal worden na het voorleggen aan het basisoverlegcomité;
- dat het document in bijlage integraal deel zal uitmaken van de huidige beslissing, meer bepaald de tabel van de capaciteit en de verdeling van het personeel;
- dat dit kader van het lokaal politiekorps voorzien zal worden in functie van de vacant verklaarde betrekkingen in het kader van de jaarlijkse mobiliteitscycli die georganiseerd worden door de Federale politie en waarbij rekening gehouden wordt met de zonale begrotingsmogelijkheden ;
- het kader dat die dag goedgekeurd wordt, later herzien zal worden om het aan te passen aan de werkelijke werking en behoeften.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 08 september 2023.

De korpschef geeft een korte uitleg over deze wijziging.

In antwoord op een vraag van de heer DEVILLE verduidelijkt de korpschef dat de vijf bijkomende leden operationele leden zijn.

De heer DEVILLE merkt op dat de CALog niveau D van 7 naar 3 gaan.

De Korpschef verklaart dat de plaatsen CALog niveau D plaatsen CALog niveau C worden, rekening houdende met het niveau van specialisatie van deze functies waarvoor technische kwalificaties vereist zijn (garagisten, elektriciens).

De heer DEVILLE stelt ook vast dat het kader van de politieagenten van 24 naar 20 gaat.

De Korpschef verduidelijkt dat de missies die toevertrouwd kunnen worden aan een politieagent zeer beperkt zijn (algemeen politiereglement, verkeer, ...) en dat het moeilijker wordt om agenten aan te werven. Er is dus voor gekozen om voorrang te verlenen aan de aanwerving van inspecteurs.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

5 PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ORGANIQUE – PONDÉRATION DES FONCTIONS CALOG NIVEAU A

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 2007 portant modification de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 relatif à la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique des services de police ;
Vu la circulaire GPI 60 du 5 juin 2007 concernant la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique des services de police ;
Vu sa délibération du 08 septembre 2023 portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale;
Considérant la mise en œuvre du système de pondération des fonctions de Niveau A au sein du cadre administratif et logistique des services de police ;
Considérant qu'en vertu de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007, le cadre du personnel doit, à partir du 1^{er} septembre 2007, mentionner la classe à laquelle une fonction de niveau A appartient ;
Considérant que la délibération du 08 septembre 2023 fixe les effectifs du cadre administratif et logistique à 107 équivalents temps plein dont 20 fonctions CALog Niveau A ;
Suivant en cela l'avis du Chef de Corps ;
Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- de pondérer les emplois CALog de niveau A de la manière suivante :

PONDERATION DES EMPLOIS CALOG DE NIVEAU A

Secrétaire zonal / DPO	Cla
Conseiller traducteur	Cla
Conseiller en prévention Chef du service interne de Prévention et Protection au travail	Cla
Conseiller en prévention membre du service interne de Prévention et Protection au travail	Cla
Conseiller en prévention / aspects psychosociaux membre du service interne de Prévention et Protection au travail	Cla
Conseiller Chef de service Cellule aide psychosociale	Cla
Conseiller membre de la Cellule aide psychosociale	Cla
Conseiller Directeur du Département Stratégie-Qualité	Cla
Conseiller Chef du Service stratégie / Développement de la politique/Gestion de projets	Cla
Conseiller Analyste stratégique	Cla
Conseiller Chef du Service communication	Cla
Conseiller Directeur du Département Gestion des moyens	Cla
Conseiller Chef du Service Ressources humaines	Cla
Conseiller Chef du Service Ressources financières	Cla
Conseiller Chef du Service Ressources matérielles	Cla
Conseiller coordinateur Cellule Marchés publics	Cla
Conseiller Chef du Service Infrastructures	Cla
Conseiller Chef du Service Ressources télématiques	Cla
Conseiller Chef de service adjoint du Service Ressources télématiques	Cla
Conseiller Chef de service Service d'assistance policière aux victimes	A p

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 08 septembre 2023.

Le Conseil approuve le point.
18 votants : 18 votes positifs.

PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ORGANIEK KADER – WEGING VAN DE AMBTEN VAN NIVEAU A

De politieraad,

Gelet op de wet dd. 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 23 maart 2007 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op het ministerieel besluit dd. 05 juni 2007 betreffende de weging van de functies van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de politiediensten;

Gelet op de ministeriële omzendbrief GPI 60 dd. 5 juni 2007 betreffende de weging van de functies van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de politiediensten;

Gelet op haar beraadslaging van 08 september 2023 houdende de vaststelling van het zonaal organiek kader;

Overwegende de toepassing van het systeem van de weging van de ambten van niveau A binnen het administratief en logistiek kader van de politiediensten;

Overwegende dat krachtens artikel 17 van het ministerieel besluit dd. 5 juni 2007 het kader van het personeel vanaf 1 september 2007 de klasse dient te vermelden waartoe een functie van niveau A behoort;

Overwegende dat de beraadslaging van 08 september 2023 de effectieven van het administratief en logistiek kader op 107 voltijdse equivalenten waarvan 20 functie CALog Niveau A vaststelt;

Hierin het advies van de Korpschef volgend;

Op voorstel van het Politiecollege;

BESLIST :

- de CALog-ambten van niveau A op volgende wijze te wegen :

WEGING VAN DE AMBTEN VAN NIVEAU A

Zonesecretaris / DPO	Kla:
Adviseur lid Vertaler	Kla:
Preventieadviseur Diensthoofd Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Kla:
Preventieadviseur lid Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Kla:
Preventieadviseur / psychosociale aspecten lid Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Kla:
Adviseur Diensthoofd Cel Psycho-Sociale Steun	Kla:
Adviseur lid Cel Psycho-Sociale Steun	Kla:
Adviseur Directeur van het Departement Strategie-Kwaliteit	Kla:
Adviseur Diensthoofd Dienst Strategie / Beleidsontwikkeling / Projectbeheer	Kla:

Adviseur Strategisch Analist	Kla:
Adviseur Diensthoofd Communicatiedienst	Kla:
Adviseur Directeur van het Departement Middelenbeheer	Kla:
Adviseur Diensthoofd Dienst Human resources	Kla:
Adviseur Diensthoofd Dienst Financiële middelen	Kla:
Adviseur Diensthoofd Dienst Materiële middelen	Kla:
Adviseur Coördinator Cel Openbare Aanbestedingen	Kla:
Adviseur Diensthoofd Dienst Infrastructuur	Kla:
Adviseur Diensthoofd Dienst Telematica-middelen	Kla:
Adviseur Adjunct Diensthoofd Dienst Telematica-middelen	Kla:
Adviseur Diensthoofd Dienst politionele Slachtofferbejegening	Te v

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 08/09/2023.

De Raad keurt het punt goed.
18 stemmers : 18 positieve stemmen.

6 **PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ORGANIQUE – DÉCLARATION DE VACANCE D’EMPLOIS – MODALITES DE SÉLECTION – CYCLE DE MOBILITÉ – 2023-03**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;

Vu l’arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu les circulaires ministérielles GPI 15 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la circulaire ministérielle PLP 10 concernant les normes d’organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu sa délibération du 23 avril 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Vu l’organigramme du corps de police ;

Considérant que les effectifs du cadre opérationnel réel sont au 01 juin 2023 de 467 emplois des 505 emplois prévus au cadre organique ; que 38 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant que les effectifs du cadre administratif et logistique réel sont au 01 mars 2023 de 94 emplois des 106 emplois prévus au cadre organique ; que 12 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant qu’il est nécessaire de procéder au remplacement des membres du personnel qui ont fait ou feront, prochainement, l’objet d’une mise à la pension ;

Considérant qu’il y a lieu de remplacer les membres du personnel qui ont fait usage de la mobilité lors

des cycles précédents ainsi que les membres du personnel détachés;
Considérant qu'il convient de combler les départs de certains membres du personnel qui bénéficient d'une promotion sociale ;
Considérant les besoins prioritaires en personnel au sein du corps de police de la zone ;
Considérant la décision du 21 janvier 2010 du Commissaire général de la police fédérale d'augmenter le nombre de cycles de mobilité à 5 au lieu de 3 ;
Considérant que la Zone de police doit faire connaître ses besoins en personnel, en vue du troisième cycle de mobilité ;
Suivant en cela l'avis du Chef de Corps;
Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- D'ouvrir au cycle de mobilité 2023-03 au profit du cadre opérationnel :

- 1 emploi d'Inspecteur principal de police pour le Département Police de 1^{ère} Ligne, Service Circulation ;
- 1 emploi d'Inspecteur principal de police pour le Département Police de Proximité, Service Accueil ;
- 1 emploi d'Inspecteur principal de police pour le Département Appui Opérationnel, Dispatching Zonal, Chef de service adjoint ;
- 1 emploi d'Inspecteur de police pour le Département Police de 1^{ère} Ligne, Service Stratégie Mobilité ;
- 4 emplois d'Inspecteur de police pour le Département de Police de 1^{ère} Ligne, Service d'Interventions ;
- 3 emplois d'Inspecteur de police pour le Département de Police de 1^{ère} Ligne, Service Circulation ;
- 5 emplois d'Inspecteur de police pour le Département Police de Proximité, Service Accueil ;
- 2 emplois d'Inspecteur de police pour le Département de la Recherche locale, Service de Recherche centralisé ;
- 2 emplois d'Inspecteur de police pour le Département Appui Opérationnel, Dispatching Zonal;
- 1 emploi d'Inspecteur de police pour le Département Appui Opérationnel, Service Gestion des dossiers, Cellule paramétrisation ;

- D'ouvrir au cycle de mobilité 2023-03 au profit du cadre administratif et logistique :

- 1 emploi CALog Niveau A, Conseiller, Chef de service, Classe 2, pour le Département Gestion des Moyens, Service Ressources matérielles ;
- 1 emploi CALog Niveau A, Conseiller ICT, Chef de service adjoint, Classe 2, pour le Département Gestion des Moyens, Service Ressources télématiques ;
- 1 emploi CALog Niveau C, assistant, pour le Département Gestion des Moyens, Service Ressources matérielles, Servicedesk ;

- de retenir comme modalités de sélection pour les emplois CALog Niveau A, Conseiller, Chef de service, Classe 2, pour le Département Gestion des Moyens, Service Ressources Matérielles et CALOG Niveau A, Conseiller ICT, Chef de service adjoint, Classe 2, pour le Département Gestion des Moyens, Service Ressources télématiques, déclarés vacants, un test écrit suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné et d'un membre du personnel du cadre

administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;

- de retenir comme modalités de sélection pour les emplois d'Inspecteur de police pour le Département de la Recherche locale, Service de Recherche centralisé, déclarés vacants, un test écrit suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre opérationnel revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;

- de retenir comme modalité de sélection pour les autres emplois déclarés vacants, l'entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;

- d'autoriser les candidats qui ne possèdent pas le brevet requis à postuler aux emplois spécialisés.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 08 septembre 2023.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ORGANIEK KADER – VACANTVERKLARING VAN OPENSTAANDE BETREKKINGEN – SELECTIEMODALITEITEN – MOBILITEITSCYCLUS 2023-03

De politieraad,

Gelet op de wet dd. 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de vastlegging van de modaliteiten met betrekking tot de mobiliteit van het personeel van de politiediensten ;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven GPI 15 betreffende de toepassing van de mobiliteitsregeling in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 10 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking;

Gelet op haar beraadslaging van 23 april 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 505 leden van het operationeel kader en 106 van het administratief en logistiek kader;

Gelet op het organogram van het politiekorps;

Overwegende dat de effectieven van het operationeel kader op 1 juni 2023 reëel 467 eenheden telt van de 505 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 38 betrekkingen van dit kader bijgevolg vacant zijn in dit kader ;

Overwegende dat de effectieven van het administratief en logistiek kader op 1 juni 2023 reëel 94 eenheden telt van de 106 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 12 betrekkingen bijgevolg vacant zijn in dit kader;

Overwegende dat de personeelsleden die onlangs op pensioen gegaan zijn of binnenkort op pensioen

gaan, vervangen moeten worden;

Overwegende dat de personeelsleden die gebruik gemaakt hebben van de mobiliteit bij de vorige cycli en de personeelsleden die gedetacheerd werden, vervangen moeten worden;

Overwegende dat het vertrek van bepaalde personeelsleden die een sociale promotie genieten aangevuld moet worden;

Overwegende de prioritaire nood aan personeel binnen het politiekorps van de zone;

Overwegende de beslissing van 21 januari 2010 van de Commissaris-Generaal van de federale politie om het aantal mobiliteitscycli te verhogen van 3 naar 5;

Overwegende dat de Politiezone, met het oog op de derde mobiliteitscyclus, zijn behoeften aan personeel te kennen moet geven;

Hierin het advies van de Korpschef volgend;

Op voorstel van het Politiecollege;

BESLIST :

- volgende betrekkingen in het operationeel kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2023-03:

- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst;
- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Onthaaldienst;
- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Operationele Steun, Zonale Dispatching, Adjunct Diensthoofd;
- 1 betrekking van Inspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Dienst Strategie Mobiliteit;
- 4 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Interventiedienst;
- 3 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst;
- 5 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Onthaaldienst;
- 2 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement van de Lokale Recherche, Dienst Gecentraliseerde Recherche;
- 2 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Operationele Steun, Zonale Dispatching;
- 1 betrekking van Inspecteur van politie voor het Departement Operationele Steun, Dienst Dossierbeheer, Cel parametrisering;

- volgende betrekking in het administratief en logistiek kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2023-03:

- 1 betrekking CALog Niveau A, Adviseur, Diensthoofd, Klasse 2, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Materiële Middelen;
- 1 betrekking CALog Niveau A, Adviseur ICT, Adjunct Diensthoofd, Klasse 2, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Telematica Middelen;
- 1 betrekking CALog Niveau C, assistent, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Materiële Middelen, Servicedesk;

- om als selectiemodus:

- voor de vacant verklaarde betrekkingen van CALog Niveau A, Adviseur, Diensthoofd, Klasse 2, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Materiële Middelen en CALog Niveau A, Adviseur ICT, Adjunct Diensthoofd, Klasse 2, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Telematica Middelen, een schriftelijke test gevolgd door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement en een personeelslid van het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;
- voor de vacant verklaarde betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement van de Lokale Recherche, Dienst Gecentraliseerde Recherche, een schriftelijke test gevolgd door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide persoon en een personeelslid van het operationele kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;
- voor de andere vacant verklaarde betrekkingen, een selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide persoon en een personeelslid van het operationeel kader of het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;

- toelating te geven aan kandidaten zonder brevet om te solliciteren voor de gespecialiseerde betrekkingen.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 08 september 2023.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

7 **PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ORGANIQUE – DÉCLARATION DE VACANCE D’EMPLOIS – MODALITES DE SÉLECTION – CYCLE DE MOBILITÉ – 2023-04**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;

Vu l’arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu les circulaires ministérielles GPI 15 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service

de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la circulaire ministérielle PLP 10 concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu sa délibération du 23 avril 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Vu l'organigramme du corps de police ;

Considérant que les effectifs du cadre opérationnel réel sont au 01 août 2023 de 463 emplois des 505 emplois prévus au cadre organique ; que 42 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant que les effectifs du cadre administratif et logistique réel sont au 01 août 2023 de 95 emplois des 106 emplois prévus au cadre organique ; que 11 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au remplacement des membres du personnel qui ont fait ou feront, prochainement, l'objet d'une mise à la pension ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer les membres du personnel qui ont fait usage de la mobilité lors des cycles précédents ainsi que les membres du personnel détachés;

Considérant qu'il convient de combler les départs de certains membres du personnel qui bénéficient d'une promotion sociale ;

Considérant les besoins prioritaires en personnel au sein du corps de police de la zone ;

Considérant la décision du 21 janvier 2010 du Commissaire général de la police fédérale d'augmenter le nombre de cycles de mobilité à 5 au lieu de 3 ;

Considérant que la Zone de police doit faire connaître ses besoins en personnel, en vue du quatrième cycle de mobilité ;

Suivant en cela l'avis du Chef de Corps;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- D'ouvrir au cycle de mobilité 2023-04 au profit du cadre opérationnel :
 - 1 emploi de Commissaire de police, Chef de service, pour le Département Police de 1^{ère} Ligne, Service Interventions ;
 - 1 emploi de Commissaire de police, Officier adjoint de la Maison de police de Woluwe, pour le Département Police de Proximité ;
 - 1 emploi d'Inspecteur de police pour le Département Police de 1^{ère} Ligne, Service Circulation, Cellule trafic technique ;
 - 8 emplois d'Inspecteur de police pour le Département Police de Proximité, Service Accueil ;

- D'ouvrir au cycle de mobilité 2023-04 au profit du cadre administratif et logistique :
 - 1 emploi CALog Niveau B, Consultant, pour le Département Gestion des Moyens, Service Infrastructures ;
 - 1 emploi CALog Niveau C, Ouvrier spécialisé, pour le Département Gestion des Moyens, Service Ressources matérielles, Cellule charroi ;

- 1 emploi CALog Niveau C, Ouvrier spécialisé, pour le Département Gestion des Moyens, Service Infrastructures ;
- de retenir comme modalités de sélection pour les emplois de Commissaire de police, Chef de service, pour le Département Police de 1^{ère} Ligne, Service Interventions et Commissaire de police, Officier adjoint de la Maison de police de Woluwe, pour le Département Police de Proximité, déclarés vacants, un test écrit suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de l'officier par lui désigné et d'un membre du personnel du cadre opérationnel revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de retenir comme modalités de sélection pour les emplois d'Inspecteur de police pour le Département Police de 1^{ère} Ligne, Service Circulation, Cellule trafic technique et CALog Niveau B, Consultant, pour le Département Gestion des Moyens, Service Infrastructures, déclarés vacants, un test écrit suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de retenir comme modalité de sélection pour les autres emplois déclarés vacants, l'entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 08 septembre 2023.

Le Conseil approuve le point.
18 votants : 18 votes positifs.

**PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ORGANIEK KADER –
VACANTVERKLARING VAN OPENSTAANDE BETREKKINGEN –
SELECTIEMODALITEITEN – MOBILITEITSCYCLUS 2023-04**

De politieraad,

Gelet op de wet dd. 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de vastlegging van de modaliteiten met betrekking tot de mobiliteit van het personeel van de politiediensten ;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven GPI 15 betreffende de toepassing van de mobiliteitsregeling in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 10 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking;

Gelet op haar beraadslaging van 23 april 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 505 leden van het operationeel kader en 106 van het administratief en logistiek kader;

Gelet op het organogram van het politiekorps;

Overwegende dat de effectieven van het operationeel kader op 1 augustus 2023 reëel 463 eenheden telt van de 505 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 42 betrekkingen van dit kader bijgevolg vacant zijn in dit kader ;

Overwegende dat de effectieven van het administratief en logistiek kader op 1 augustus 2023 reëel 95 eenheden telt van de 106 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 11 betrekkingen bijgevolg vacant zijn in dit kader;

Overwegende dat de personeelsleden die onlangs op pensioen gegaan zijn of binnenkort op pensioen gaan, vervangen moeten worden;

Overwegende dat de personeelsleden die gebruik gemaakt hebben van de mobiliteit bij de vorige cycli en de personeelsleden die gedetacheerd werden, vervangen moeten worden;

Overwegende dat het vertrek van bepaalde personeelsleden die een sociale promotie genieten aangevuld moet worden;

Overwegende de prioritaire nood aan personeel binnen het politiekorps van de zone;

Overwegende de beslissing van 21 januari 2010 van de Commissaris-Generaal van de federale politie om het aantal mobiliteitscycli te verhogen van 3 naar 5;

Overwegende dat de Politiezone, met het oog op de vierde mobiliteitscyclus, zijn behoeften aan personeel te kennen moet geven;

Hierin het advies van de Korpschef volgend;

Op voorstel van het Politiecollege;

BESLIST :

- volgende betrekkingen in het operationeel kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2023-04:

- 1 betrekking van Commissaris van politie, Diensthoofd, voor het Departement Eerstelijns politie, Interventiedienst ;
- 1 betrekking van Commissaris van politie, Adjunct Officier van het Politiehuis Woluwe, voor het Departement Nabijheidspolitie;
- 1 betrekking van Inspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst, Cel technisch verkeer;
- 8 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Onthaaldienst;

- volgende betrekking in het administratief en logistiek kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2023-04:

- 1 betrekking CALog Niveau B, Consulent, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Infrastructuur;

- 1 betrekking CALog Niveau C, Gespecialiseerd vakman, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Materiële Middelen, Cel Wagenpark;
- 1 betrekking CALog Niveau C, Gespecialiseerd vakman, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Infrastructuur;

- om als selectiemodus:

- voor de vacant verklaarde betrekkingen van Commissaris van politie, Diensthoofd, voor het Departement Eerstelijns politie, Interventiedienst en Commissaris van politie, Adjunct Officier van het Politiehuis Woluwe, voor het Departement Nabijheidspolitie, een schriftelijke test gevolgd door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide officier en een personeelslid van het operationeel kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;

- voor de vacant verklaarde betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst, Cel technisch verkeer en CALog Niveau B, Consulent, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Infrastructuur, een schriftelijke test gevolgd door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide persoon en een personeelslid van het operationele kader of het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;

- voor de andere vacant verklaarde betrekkingen, een selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide persoon en een personeelslid van het operationeel kader of het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 08 september 2023.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

8 **PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE – RECRUTEMENT EXTERNE STATUTAIRE D’UN MEMBRE CALOG NIVEAU A –**

**CONSEILLER ICT – CHEF DE SERVICE ADJOINT – CLASSE 2 – DÉPARTEMENT
GESTION DES MOYENS – SERVICE RESSOURCES TELEMATIQUES – DÉCLARATION
DE VACANCE D'EMPLOI**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

Vu la note DGS/DSP/C-2011/22746 du 09-06-2011 concernant la mobilité et le recrutement du personnel de la police intégrée ;

Vu sa délibération du 23 avril 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant qu'en vertu de l'article IV.I.37, alinéa 1, de l'arrêté royal du 30 mars 2001, le recours au recrutement externe statutaire ne peut normalement avoir lieu qu'après une mobilité infructueuse ;

Considérant cependant qu'en vertu de la note DGS/DSP/C-2011/22746, pour des emplois dits « critiques », l'ouverture simultanée de l'emploi en mobilité et en recrutement externe est possible ;

Considérant qu'un emploi dit « critique » est un emploi ayant un profil très spécifique dont on sait déterminer que l'emploi a une chance infime d'être honoré par la seule procédure de mobilité ;

Considérant que l'emploi de CALog Niveau A, Conseiller ICT, Chef de service adjoint, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Télématiques peut être considéré comme un emploi critique en raison de la spécificité de cette fonction ;

Considérant qu'il est indispensable de développer un suivi proactif et réactif de la gestion quotidienne du service Ressources télématiques mais aussi, sur le long terme, des divers projets et processus de travail ;

Considérant qu'il convient également d'assurer un suivi des chantiers et des développements qui visent à garantir l'accessibilité, la disponibilité, la sécurité et l'opérationnalité des réseaux et des produits télématiques ;

Considérant qu'un membre du service Ressources télématiques prendra prochainement sa pension ;

Considérant les difficultés rencontrées dans le cadre du recrutement de ce type de fonction spécifique ;

Qu'il y a très peu de chance que cet emploi soit honoré par la seule procédure de mobilité ;

Considérant qu'il est impératif de pouvoir assurer la continuité et le bon fonctionnement du service et donc de pouvoir procéder à un recrutement le plus rapidement possible;

Considérant que l'emploi CALog Niveau A, Conseiller ICT, Chef de service adjoint, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Télématiques est simultanément ouvert au cycle de mobilité 2023-03 ; Que la procédure de recrutement externe ne sera poursuivie que si la mobilité est infructueuse ;

Suivant en cela l'avis du Chef de corps ;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- D'ouvrir au recrutement externe statutaire un emploi CALog Niveau A – Conseiller ICT, Chef de service adjoint, Classe 2, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Télématiques ;
- de retenir comme modalités de sélection un test écrit suivi d'une interview avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département de Gestion des Moyens ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de prévoir une réserve de recrutement.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le

Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 08 septembre 2023.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER – EXTERNE STATUTAIRE AANWERVING VAN EEN CALOG NIVEAU A – ADVISEUR ICT – ADJUNCT DIENSTHOOFD – KLASSE 2 – DEPARTEMENT MIDDELENBEHEER – DIENST TELEMATICA-MIDDELEN – VACANTVERKLARING VAN EEN BETREKKING

De politieraad,

Gelet op de wet dd. 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 houdende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op de nota DGS/DSP/C-2011/22746 van 09-06-2011 betreffende de mobiliteit en de aanwerving van het personeel van de geïntegreerde politie;

Gelet op haar beraadslaging van 23 april 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 505 leden van het operationeel kader en 106 van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat krachtens artikel IV.I.37, alinea 1, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 een externe statutaire aanwerving normaal pas mogelijk is nadat de mobiliteit zonder resultaat is gebleven;

Overwegende niettemin dat krachtens de nota DGS/DSP/C-2011/22746, voor de zogenaamde “kritieke” betrekkingen, de gelijktijdige opening van de betrekking in mobiliteit en via de externe statutaire aanwerving mogelijk is;

Overwegende dat een zogenaamde “kritieke” betrekking een betrekking is met een zeer specifiek profiel waarvan men kan vaststellen dat er slechts een geringe kans is dat de betrekking enkel via de mobiliteitsprocedure zal kunnen worden ingevuld;

Overwegende dat de betrekking CALog Niveau A, Adviseur ICT, Adjunct Diensthoofd voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Telematica-Middelen, beschouwd kan worden als een kritieke betrekking wegens de specificiteit van deze functie;

Overwegende dat het van essentieel belang is een proactieve en reactieve bewaking te ontwikkelen van het dagelijkse beheer van de Dienst Telematica-Middelen en ook, op de lange termijn, van de verschillende projecten en werkprocessen;

Overwegende dat het eveneens noodzakelijk is toezicht te houden op projecten en ontwikkelingen die erop gericht zijn de toegankelijkheid, beschikbaarheid, veiligheid en operationaliteit van telematicanetten en -producten te garanderen;

Overwegende dat een lid van de Dienst Telematica-Middelen binnenkort met pensioen gaat;

Overwegende dat het moeilijk is voor dit soort specifieke functies personeel aan te werven; Dat de kans zeer klein is dat deze functie alleen via de mobiliteitsprocedure kan worden ingevuld;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is de continuïteit en het goed functioneren van de dienst te waarborgen en derhalve zo spoedig mogelijk tot aanwerving over te kunnen gaan;

Overwegende dat de betrekking CALog Niveau A, Adviseur ICT, Adjunct Diensthoofd, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Telematica-Middelen gelijktijdig in het kader van de mobiliteitscyclus 2023-03 opengesteld is; Dat de externe aanwervingsprocedure alleen voortgezet zal worden als de mobiliteit zonder resultaat is gebleven;

Volgend hierin het advies van de Korpschef;

Op voorstel van het Politiecollege;

BESLIST :

- Een betrekking CALog Niveau A – Adviseur ICT, Adjunct Diensthoofd, Klasse 2, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Telematica-Middelen, voor de externe statutaire aanwerving open te stellen;
- Om een schriftelijke test gevolgd door een interview met de verschillende kandidaten door de Korpschef van de zone of een door hem daartoe aangestelde officier, in aanwezigheid van de Directeur van het Departement Middelenbeheer of de door hem daartoe aangestelde persoon en een personeelslid van het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, als selectiemodus voor de vacant verklaarde betrekking te weerhouden;
- Een aanwervingreserve te voorzien.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources van de politie.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 08 september 2023.

De Raad keurt het punt goed.
18 stemmers : 18 positieve stemmen.

9 PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE – RECRUTEMENT CONTRACTUEL URGENT D’UN MEMBRE CALOG NIVEAU B CONSULTANT – DÉPARTEMENT GESTION DES RISQUES – SERVICE ENQUÊTES INTERNES – DÉCLARATION DE VACANCE D’EMPLOI

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

Vu sa délibération du 23 avril 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant qu’en vertu de l’article IV.I.37, alinéa 2, de l’arrêté royal du 30 mars 2001, un emploi peut, précédemment à l’application des règles en matière de mobilité, pour des raisons urgentes, être occupé par un membre du personnel engagé dans les liens d’un contrat de travail à durée déterminée d’une durée de maximum 12 mois ;

Considérant qu’un emploi attribué via le recrutement contractuel urgent est déclaré vacant dans le prochain cycle de mobilité qui suit l’engagement;

Considérant qu’un membre du Service Enquêtes internes a introduit sa démission volontaire et a quitté le service en date du 1^{er} août 2023 ;

Considérant la charge de travail au sein du Service Enquêtes internes ;

Considérant qu'il est impératif que les effectifs du service soient complets afin de pouvoir assurer la continuité des dossiers en cours;

Considérant qu'il est indispensable et urgent de procéder au recrutement d'un membre du personnel supplémentaire en vue d'assurer le bon fonctionnement du service ;

Considérant qu'il n'est pas envisageable d'attendre la publication du prochain cycle de mobilité pour déclarer cet emploi vacant ;

Considérant qu'il convient d'ouvrir cet emploi au recrutement contractuel urgent;

Suivant en cela l'avis du Chef de corps ;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- D'ouvrir au recrutement contractuel urgent un emploi CALog Niveau B – Consultant pour le Département Gestion des Risques, Service Enquêtes internes ;
- De retenir comme modalité de sélection pour l'emploi déclaré vacant, après publication de l'offre sur le site Jobpol et réussite des tests de sélection organisés par la Direction du recrutement et de la sélection de la police fédérale, un test écrit suivi d'un entretien avec les différents candidats par le Chef de Corps ou la personne par lui désignée, le Directeur du Département Gestion des Risques ou de la personne par lui désignée et le Chef du Service Enquêtes internes ou de la personne par lui désignée, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de prévoir une réserve de recrutement.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 08 septembre 2023.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER – DRINGENDE CONTRACTUELE AANWERVING VAN EEN CALOG NIVEAU B, CONSULENT – DEPARTEMENT RISICOBEBEER – DIENST INTERNE ONDERZOEKEN – VACANTVERKLARING VAN EEN BETREKKING

De Politieraad,

Gelet op de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 houdende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op haar beraadslaging van 23 april 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 505 leden van het operationeel kader en 106 van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat krachtens artikel IV.I.37, alinea 2, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, een betrekking, voor het toepassen van de regels inzake mobiliteit, omwille van dringende redenen, betrokken kan worden door een personeelslid dat aangeworven wordt door middel van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur voor een periode van maximum 12 maanden;

Overwegende dat een betrekking die toegekend wordt via dringende contractuele aanwerving vacant

verklaard wordt bij de volgende mobiliteitscyclus die op de aanwerving volgt;
Overwegende dat een lid van de Dienst Interne Onderzoeken vrijwillig ontslag heeft genomen en de dienst per 1 augustus 2023 heeft verlaten;
Overwegende de werkdruk binnen de Dienst Interne Onderzoeken;
Overwegende dat de dienst met het oog op de continuïteit van de lopende zaken absoluut volledig bemand moet zijn;
Overwegende dat het met het oog op de goede werking van de dienst van essentieel belang is dat dringend een extra personeelslid wordt aangeworven;
Overwegende dat niet gewacht kan worden op de bekendmaking van de volgende mobiliteitscyclus om deze betrekking vacant te verklaren;
Overwegende dat deze betrekking voor de contractuele aanwerving opengesteld moet worden;
Hierin het advies van de Korpschef volgende;
Op voorstel van het Politiecollege ;

BESLIST :

- Omwille van dringende redenen, een betrekking CALog Niveau B – Consulent, voor het Departement Risicobeheer, Dienst Interne Onderzoeken, open te stellen in het kader van een contractuele aanwerving;
- Om, na bekendmaking van het aanbod op de site van Jobpol en slagen voor de selectietesten die georganiseerd worden door de Directie van de rekrutering en de selectie van de federale politie, een schriftelijke test gevolgd door een onderhoud met de verschillende kandidaten door de Korpschef of de door hem daartoe aangestelde persoon, de Directeur van het Departement Risicobeheer of de door hem daartoe aangestelde persoon en het diensthoofd van de Dienst Interne Onderzoeken of de door hem daartoe aangestelde persoon, met uitnodiging van de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, als selectiemodus voor de vacant verklaarde betrekking te weerhouden;
- om een wervingsreserve te voorzien.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 08 september 2023.

De Raad keurt het punt goed.
18 stemmers : 18 positieve stemmen.

Cellule Charroi - Cel Voertuigenpark

10 MISE EN VENTE DE 2 VEHICULES DE POLICE DECLASSES

Le Conseil de police,

Considérant que la Cellule Charroi a déclassé 2 véhicules de marque :

- Ford Transit année 2005 (WFOHXXTTFH4T87389 – 30 000 km)
- Ford Transit année 2005 (WFOHXXTTFH4T02820 – 24 000 km)

Considérant que la remise en état dépasse la valeur vénale des véhicules ;

Considérant que tous les accessoires « police » ainsi que certaines pièces pouvant servir à d'autres véhicules en fonction ont été démontés et entreposés ;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Commissaire Divisionnaire Michaël JONNIAUX, Chef de Corps ;

DECIDE :

D'autoriser la vente de ces 2 véhicules au plus offrant et sans frais :

- Ford Transit année 2005 (WFOHXXTTFH4T87389 – 30 000 km)
- Ford Transit année 2005 (WFOHXXTTFH4T02820 – 24 000 km)

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Pierre, en séance publique du Conseil de police, le 08/09/2023.

PAR LE CONSEIL DE POLICE:

Le Secrétaire zonal,
Bourgmestre - Président,
Etienne VIATOUR.
Benoît CEREXHE.

Le

Monsieur DEVILLE constate le faible kilométrage de certains véhicules. Compte tenu de ce paramètre, il souhaite savoir si une étude a été faite afin de comparer les coûts respectifs des véhicules électriques et thermiques sur l'ensemble de leur cycle de vie. En effet, les véhicules électriques sont généralement plus chers à l'achat mais moins chers à utiliser.

Le Chef de Corps précise que la zone souhaite *a priori* acquérir des véhicules électriques ou hybrides, mais, qu'actuellement, le nombre de véhicules électriques/hybrides proposé dans le marché cadre de la Police fédérale (donc à des prix très intéressants) est fort réduit, en particulier pour le gabarit des véhicules souhaités (grosses camionnettes pour le maintien de l'ordre) . Cela devrait changer prochainement compte tenu du fait qu'il est désormais possible (depuis peu) de recourir au marché cadre du SPF Bosa.

Monsieur DEVILLE remercie le Chef de Corps pour sa réponse, mais souhaite savoir si une analyse a été faite concernant l'intérêt d'acheter des véhicules électriques pour un usage aussi peu intensif.

Le Chef de Corps confirme qu'une analyse est faite pour l'acquisition de chaque véhicule mais que, jusqu'à présent le choix d'un véhicule était limité à ceux proposés dans le marché cadre de la Police fédérale.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

VERKOOP VAN 2 GEDECLASSEERDE POLITIEVOERTUIGEN

De Politieraad,

Overwegende dat de Cel Wagenpark 2 voertuigen heeft gedeclasseerd :

- Ford Transit année 2005 (WFOHXXTTFH4T87389 – 30 000 km)
- Ford Transit année 2005 (WFOHXXTTFH4T02820 – 24 000 km)

Overwegende dat hun herstellingen zijn handelswaarde overschrijden;

Overwegende dat alle “politie” auto accessoires en sommige stukken die op andere voertuigen in functie kunnen worden gebruikt, werden gedemonteerd en opgeslagen;

Overwegende het gunstige advies van Mijnheer de Hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX, Korpschef;

BESLIST :

Om de verkoop van 2 voertuigen aan de hoogstbiedende en zonder kosten toe te laten:

- Ford Transit année 2005 (WFOHXXTTFH4T87389 – 30 000 km)
- Ford Transit année 2005 (WFOHXXTTFH4T02820 – 24 000 km)

Aldus beslist te, Sint-Pieters-Woluwe in openbare vergadering van de Politieraad op 08/09/2023.

DOOR DE POLITIERAAD:

De zonale Secretaris,
Burgemeester-Voorzitter,

De

De heer DEVILLE stelt vast dat bepaalde voertuigen weinig kilometers op de teller hebben staan. Rekening houdende met deze parameters wil hij weten of er een studie werd gedaan met om de respectievelijke kosten van elektrische en thermische voertuigen te vergelijken over hun hele levensduur. Elektrische voertuigen zijn immers in het algemeen duurder in aankoop maar goedkoper in gebruik.

De Korpschef verduidelijkt dat de zone *a priori* elektrische of hybride voertuigen wil aankopen, maar dat op dit ogenblik het aantal elektrische/hybride voertuigen, voorgesteld in het kadercontract van de federale politie (tegen interessante prijzen dus), sterk verminderd is, zeker voor het soort gewenste

voertuigen (grote camionettes voor de ordehandhaving) . Dat moet binnenkort veranderen gezien het feit dat het (sinds kort) voortaan mogelijk is om een beroep te doen op het kadercontract van FOD Bosa.

De heer DEVILLE dankt de Korpschef voor zijn antwoord maar wil weten of er een analyse werd gemaakt over het belang om elektrische voertuigen aan te kopen voor weinig intensief gebruik.

De Korpschef bevestigt dat er een analyse werd gemaakt voor de aankoop van elk voertuig maar dat tot nu de keuze van een voertuig beperkt was tot die werden voorgesteld in het kadercontract van de federale politie.

Etienne VIATOUR.
CEREXHE.

Benoît

De Raad keurt het punt goed.
18 stemmers : 18 positieve stemmen.

Cellule Marchés Publics - Cel Overheidsopdrachten

11 ACHAT D'APPAREILS DE MUSCULATION POUR LE NOUVEAU COMPLEXE SPORTIF - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 449.500,00 est inscrit à l'article 3300/744-51/534 du budget extraordinaire

2023 (Achat de machines et matériel d'exploitation en général);

Considérant que le Service Ressources matérielles a sollicité la réalisation d'un marché pour l'achat d'appareils de musculation pour le nouveau complexe sportif ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 11.840,00 hors TVA, ou € 14.326,40 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 3300/744-51/534 ;

DECIDE

Article 1er: D'approuver le principe et le montant estimé du marché "Achat d'appareils de musculation pour le nouveau complexe sportif". Le montant estimé s'élève à € 11.840,00 hors TVA, ou € 14.326,40 TVA comprise.

Article 2: De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3: De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 3300/744-51/534.

Le Conseil approuve le point.
18 votants : 18 votes positifs.

AANKOOP VAN FITNESS APPARATUUR VOOR DE HET NIEUWE SPORTCOMPLEX - GOEDKEURING LASTVOORWAARDEN EN GUNNINGSWIJZE

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 449.500,00 op artikel 3300/744-51/534 van de buitengewone dienst 2023; ingeschreven is (Aankoop machines en uitbatingsmaterieel in het algemeen);

Overwegende dat de dienst Beheer materiële middelen om de uitvoering van een overheidsopdracht heeft verzocht voor “Aankoop van fitness apparatuur voor de het nieuwe sportcomplex”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 11.840,00 excl. btw, hetzij € 14.326,40 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht tot stand te brengen bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel 3300/744-51/534 van de buitengewone dienst;

BESLIST :

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het beginsel en de raming voor de opdracht “Aankoop van fitness apparatuur voor de het nieuwe sportcomplex”. De raming bedraagt € 11.840,00 excl. btw, hetzij € 14.326,40 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht komt tot stand bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde).

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2023, op artikel 3300/744-51/534 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

12 MARCHÉ PLURI-ANNUEL DE CONSULTANCE EN MARCHÉS PUBLICS - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Considérant le cahier des charges N° 2023-2345 relatif au marché “Marché pluri-annuel de consultance en marchés publics” ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 100.000,00 hors TVA, ou € 121.000,00 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 3300/122-01 ;

DECIDE

Article 1er: D'approuver le cahier des charges N° 2023-2345 et le montant estimé du marché "Marché pluri-annuel de consultance en marchés publics". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 100.000,00 hors TVA, ou € 121.000,00 TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 3300/122-01, et des exercices suivants.

Monsieur DEVILLE demande de quel type de consultance il s'agit.

Le Chef de Corps répond qu'il s'agit d'une consultance en matière de marchés publics, soit un marché pluriannuel de 4 ans (800 à 1000 heures). La zone dispose d'une cellule « marchés publics » qui comprend 2 personnes. Malheureusement, il y a eu beaucoup de périodes avec des absences. Ce marché devrait permettre d'assurer le suivi et de répondre à des dossiers très techniques, dans lesquels l'expertise d'un consultant serait une réelle plus-value.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

MEERJARIGE CONSULTANCYOPDRACHT VOOR OVERHEIDSOPDRACHTEN - GOEDKEURING LASTVOORWAARDEN EN GUNNINGSWIJZE

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Meerjarige consultancyopdracht voor overheidsopdrachten" een bestek met nr. 2023-2345 ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 100.000,00 excl. btw, hetzij € 121.000,00 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel 3300/122-01 van de gewone dienst;

BESLIST :

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2023-2345 en de

raming voor de opdracht “Meerjarige consultancyopdracht voor overheidsopdrachten”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 100.000,00 excl. btw, hetzij € 121.000,00 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2023, op artikel 3300/122-01 van de gewone dienst.

De heer DEVILLE vraagt over welk type consulting het gaat.

De Korpschef antwoordt dat het gaat om een consulting overheidsopdrachten, zijnde een meerjarencontract van 4 jaar (800 tot 1000 uur). De zone beschikt over een cel “overheidsopdrachten” met 2 mensen. Spijtig genoeg zijn er veel periodes met afwezigheden geweest. Deze opdracht moet toelaten de opvolging te verzekeren en te antwoorden op zeer technische dossiers, waarbij de expertise van een consultant een echte meerwaarde zou zijn.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

13 **MAINTENANCE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE D'ACCÈS POUR UNE DURÉE DE 48 MOIS - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 500.000,00 est inscrit à l'article 3300/125-06/534 du budget ordinaire 2023 (Bâtiments : prestations de tiers avec/sans contrat);

Considérant le cahier des charges N° 2023-2333 relatif au marché “Maintenance du système de contrôle d'accès pour une durée de 48 mois” ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 99.173,55 hors TVA, ou € 120.000,00 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 3300/125-06/534, et des exercices suivants ;

DECIDE

Article 1er: D'approuver le cahier des charges N° 2023-2333 et le montant estimé du marché "Maintenance du système de contrôle d'accès pour une durée de 48 mois". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 99.173,55 hors TVA, ou € 120.000,00 TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 3300/125-06/534, et des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

ONDERHOUD TOEGANGSCONTROLE SYSTEEM VOOR EEN DUUR VAN 48 MAANDEN - GOEDKEURING LASTVOORWAARDEN EN GUNNINGSWIJZE

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 500.000,00 op artikel 3300/125-06/534 van de gewone dienst 2023; ingeschreven is (Gebouwen : prestaties door derden met/zonder contract);

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Onderhoud toegangscontrole systeem voor een duur van 48 maanden" een bestek met nr. 2023-2333;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 99.173,55 excl. btw, hetzij € 120.000,00 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel 3300/125-06/534 van de gewone dienst, en in het budget van de volgende jaren;

BESLIST :

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2023-2333 en de raming voor de opdracht "Onderhoud toegangscontrole systeem voor een duur van 48 maanden". De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 99.173,55 excl. btw, hetzij € 120.000,00 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2023, op artikel 3300/125-06/534 van de gewone dienst, en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.
18 stemmers : 18 positieve stemmen.

14 **MAINTENANCE ET RÉPARATION DES ANCIENNES INSTALLATIONS DE SÉCURISATION (SYSTÈME CCTV) DE LA ZONE DE POLICE - APPROBATION DE L'ATTRIBUTION ET DES CONDITIONS.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° d) ii) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : absence de concurrence pour des raisons techniques);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Considérant que la cellule Télématique a sollicité la réalisation d'un marché pour "Maintenance et réparation des anciennes installations de sécurisation (système CCTV) de la Zone de Police pour une durée de 48 mois";

Considérant que les équipements installés entre 2010 et 2019 ne sont plus couverts par un contrat de maintenance;

Considérant que la société TEIN TECHNOLOGY SA, Place des Bienfaiteurs, 7 à 1030 Bruxelles (Schaerbeek) est la seule entreprise habilitée à réaliser la maintenance sur nos équipements de sécurisation;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 324.847,85 hors TVA, ou € 393.065,90 TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable;

Considérant que l'offre de TEIN TECHNOLOGY SA, Place des Bienfaiteurs, 7 à 1030 Bruxelles (Schaerbeek) s'élève à € 324.847,85 hors TVA, ou € 393.065,90 TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 3300/123-13, et des exercices suivants;

DECIDE

Article 1: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 2: D'attribuer ce marché à TEIN TECHNOLOGY SA, Place des Bienfaiteurs, 7 à 1030 Bruxelles (Schaerbeek) pour le montant d'offre contrôlé de € 324.847,85 hors TVA, ou € 393.065,90 TVA comprise.

Article 3: De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 4: D'approuver le paiement par le crédit inscrit au au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 3300/123-13, et des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

ONDERHOUD EN REPARATIE VAN DE OUDE BEVEILIGINGSVOORZIENINGEN (CCTV-SYSTEEM) VAN DE POLITIEZONE - GOEDKEURING VAN DE GUNNING EN DE LASTVOORWAARDEN

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o d) ii) (de opdracht kan slechts door één bepaalde ondernemer worden uitgevoerd om redenen van mededinging ontbreekt om technische redenen);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Overwegende dat de cel Telematica het opstellen heeft gevraagd van een opdracht voor “Onderhoud en herstel van de oude beveiligingsinstallaties (CCTV-systeem) van de Politiezone voor een periode van 48 maanden”;

Overwegende dat de beveiligingsinstallaties die tussen 2010 en 2019 zijn geïnstalleerd niet langer wordt gedekt door een onderhoudscontract;

Overwegende dat de firma TEIN TECHNOLOGY nv, Weldoenersplein 7, 1030 Brussel (Schaerbeek) de enige firma is die bevoegd is om onderhoud uit te voeren aan onze beveiligingsapparatuur;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 324.847,85 excl. btw, hetzij € 393.065,90 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de offerte van TEIN TECHNOLOGY SA, Place des Bienfaiteurs, 7 te 1030 Bruxelles (Schaerbeek) € 324.847,85 excl. btw, hetzij € 393.065,90 incl. btw bedraagt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van de gewone dienst van 2023, artikel 3300/123-13 en de volgende jaren;

BESLIST :

Artikel 1: Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 2: Deze opdracht wordt gegund aan TEIN TECHNOLOGY SA, Place des Bienfaiteurs, 7 te 1030 Bruxelles (Schaerbeek) tegen het nagerekende offertebedrag van € 324.847,85 excl. btw, hetzij € 393.065,90 incl. btw.

Artikel 3: Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 4: De betaling zal gebeuren met het krediet ingeschreven in in het budget van de gewone dienst van 2023, artikel 3300/123-13 en de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

15 **ACQUISITION DE 4 NOUVEAUX VÉHICULES (AUDI A3 / VW TIGUAN LIFE / VOLVO XC60) – PROGRAMME 2023 – RECOURS AU BUREAU FEDERAL DES ACHATS**

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 949.000,00 est inscrit à l'article 3300/743-52/534 du Budget Extraordinaire de l'année 2023 (Achat autos et camionnettes) ;

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit :

Lot n° 1: VW TIGUAN LIFE			
FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Véhicule de base	1	€ 30.227,45	€ 36.575,21
Quatre (4) roues équipées de pneus hiver	1	€ 1.983,00	€ 2.399,43
Set (avant et arrière) de tapis de sol en caoutchouc	1	€ 66,94	€ 81,00
Attache remorque 1200 kg minimum avec connecteur ISO 11446 + adaptateur connecteur 7 broches	1	€ 619,10	€ 749,11
Caméra de recul	1	€ 308,68	€ 373,50
Pack 4 : Véhicule d'intervention - Standard Livraison et installation d'un circuit secondaire (sans batterie) Livraison et installation du striping classe 2 Police (sans numéro de toit) Livraison et installation d'un dispositif de commande Livraison et installation d'une sirène (Police ou Sécurité civile) avec Public Address Livraison et installation d'une rampe lumineuse standard (feux bleus + feux de travail + bandeau de défilement) Livraison et installation de deux feux bleus - Montage en calandre avant	1	€ 8.391,94	€ 10.154,25
M02 pour Packs 2, 3, 4 ou 7 : Circuit secondaire avec batterie	1	€ 1.327,78	€ 1.606,61
Livraison et installation d'un panneau à messages variables - à déploiement (rabattable)	1	€ 1.464,25	€ 1.771,74
01A - Une ligne (Police Fédérale et Locale)	1	€ 185,52	€ 224,48
Livraison et installation d'une signalisation rétro réfléchissante haute visibilité (classe 3) sur les pare-chocs (avant et arrière)	1	€ 889,86	€ 1.076,73

Livraison et installation d'un phare chercheur omnidirectionnel	1	€ 795,19	€ 962,18
08D - Montage intérieur en garniture du haillon arrière	1	€ 495,71	€ 599,81
Livraison et installation d'une signalisation lumineuse « STOP » pour pare-soleil	1	€ 529,09	€ 640,20
Livraison et installation d'une signalisation lumineuse « STOP » pour lunette arrière	1	€ 616,87	€ 746,41
Livraison d'un feu bleu amovible pour pare-brise (classe 1 uniquement) avec fiche mixte (allume-cigare + ISO 4165)	1	€ 272,57	€ 329,81
Supplément pour connecteur XLR (à la place de la fiche allume-cigare)	1	€ 102,24	€ 123,71
Livraison et placement d'un film de protection transparent (100 µm) sur tout le vitrage (sauf pare-brise)	1	€ 731,51	€ 885,13
Livraison et placement d'un film teinté (40 µm) sur tout le vitrage (sauf vitres avant et pare-brise) - teinte forte (5%) ou moyenne (20%) au choix	1	€ 546,48	€ 661,24
Livraison et installation d'un coffre sécurisé - Moyen modèle : pistolet mitrailleur 500 mm max (HK MP5A1, UZI, ...)	1	€ 1.336,64	€ 1.617,33
Transformation d'un siège individuel avec recouvrement en cuir	2	€ 552,51	€ 1.337,07
Installation d'une radio fixe Astrid (une antenne de toit comprise)	1	€ 524,96	€ 635,20
Installation d'un système Track & Trace (Blackbox géolocalisée)	1	€ 410,88	€ 497,16
Dispositif Key Out	1	€ 550,00	€ 665,50
Lot n° 2: AUDI A3 BERLINE			
FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Véhicule de base	1	€ 23.388,88	€ 28.300,54
Boîte de vitesses automatique ou robotisée (L22B2)	1	€ 1.934,13	€ 2.340,30
Climatisation automatique	1	€ 416,53	€ 504,00
Peinture spécifique sur demande	1	€ 3.800,00	€ 4.598,00
Set (avant et arrière) de tapis de sol en caoutchouc	1	€ 82,64	€ 99,99
Pneus « 4 saisons » à la place des pneus « été »	1	€ 235,00	€ 284,35

Pack 2 : Véhicule anonyme de Police - Standard Livraison et installation d'un circuit secondaire (sans batterie) Livraison et installation d'un dispositif de commande – Montage discret Livraison et installation d'une sirène (sans Public Address) Livraison et installation de deux feux bleus - Montage discret (encastré) en calandre avant Livraison et installation de deux feux bleus - Montage discret en lunette arrière (intérieur) Livraison et installation d'une prise de courant 12 VDC additionnelle, emplacement et modèle au choix	1	€ 3.352,42	€ 4.056,43
M01 pour Packs 1 ou 2 : Sirène avec Public Address	1	€ 476,08	€ 576,06
M02 pour Packs 2, 3, 4 ou 7 : Circuit secondaire avec batterie	1	€ 1.327,78	€ 1.606,61
Livraison d'un feu bleu de toit avec fixation magnétique (amovible) 180 km/h avec fiche mixte (allume-cigare + ISO 4165)	1	€ 390,59	€ 472,61
15B - Supplément pour connecteur XLR (à la place de la fiche allume-cigare)	1	€ 102,24	€ 123,71
Livraison et placement d'un film de protection transparent (100 µm) sur tout le vitrage (sauf pare-brise)	1	€ 667,83	€ 808,07
Livraison et placement d'un film teinté (40 µm) sur tout le vitrage (sauf vitres avant et pare-brise) - teinte forte (5%) ou moyenne (20%) au choix	1	€ 482,80	€ 584,19
Installation d'un carkit pour radio portable Astrid (une antenne de toit comprise)	1	€ 437,18	€ 528,99
Installation d'un système Track & Trace (Blackbox géolocalisée)	1	€ 410,88	€ 497,16
Key out	1	€ 550,00	€ 665,50
Lot n° 3: VOLVO XC60			
FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Véhicule de base	2	€ 31.162,37	€ 75.412,94
Quatre (4) roues équipées de pneus hiver	2	€ 979,91	€ 2.371,38

Peinture métallisée (blanc)	2	€ 822,32	€ 1.990,01
Set (avant et arrière) de tapis de sol en caoutchouc	2	€ 101,24	€ 245,00
PACK 4 : Véhicule d'intervention - Standard Livraison et installation d'un circuit secondaire (sans batterie) Livraison et installation du striping classe 2 Police (sans numéro de toit) Livraison et installation d'un dispositif de commande Livraison et installation d'une sirène (Police ou Sécurité civile) avec Public Address Livraison et installation d'une rampe lumineuse standard (feux bleus + feux de travail + bandeau de défilement) Livraison et installation de deux feux bleus - Montage en calandre avant	2	€ 8.606,94	€ 20.828,79
M02 pour Packs 2, 3, 4 ou 7 : Circuit secondaire avec batterie	2	€ 1.427,78	€ 3.455,23
M05 pour Pack 4 : Rampe lumineuse en "V" à la place de la rampe standard	2	€ 565,60	€ 1.368,75
Livraison et installation d'un numéro de toit (réactif IR) - Une ligne (Police Fédérale et Locale)	2	€ 303,99	€ 735,66
Livraison et installation d'un phare chercheur omnidirectionnel	2	€ 898,19	€ 2.173,62
Livraison et installation de feux bleus classe 2 (les feux sont livrés et installés par paire - Montage sur carrosserie	2	€ 564,55	€ 1.366,21
Livraison et placement d'un film de protection transparent (100 µm) sur tout le vitrage (sauf pare-brise)	2	€ 749,90	€ 1.814,76
Livraison et placement d'un film teinté (40 µm) sur tout le vitrage (sauf vitres avant et pare-brise) - teinte forte (5%) ou moyenne (20%) au choix	2	€ 560,31	€ 1.355,95
Livraison et installation d'un coffre sécurisé - Grand modèle : arme d'épaule (environ 800 mm : FN SCAR Polfed)	4	€ 1.416,13	€ 6.854,07
Transformation d'un siège individuel avec recouvrement en cuir	2	€ 566,66	€ 1.371,32
Installation d'une radio fixe Astrid (une antenne de toit comprise)	2	€ 538,07	€ 1.302,13
Installation d'un système Track & Trace (Blackbox géolocalisée)	2	€ 421,56	€ 1.020,18
Caméra de recul	2	€ 578,51	€ 1.399,99

TOTAL TVAC	€ 235.825,35

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais des marchés publics fédéraux (2021 R3 032 / 2021 R3 021);

Attendu que la dépense s'élèvera à € 235.825,35 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/743-52/534 du budget extraordinaire 2023;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux.

DECIDE

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus.

Le Conseil approuve le point.

18 votants : 18 votes positifs.

AANKOOP VAN 4 NIEUWE VOERTUIGEN (AUDI A3 / VW TIGUAN LIFE / VOLVO XC60) - PROGRAMMA 2023 - BEROEP OP FEDERALE AANKOOPDIENST

De Politieraad,

Aangezien dat een krediet van € 949.000,00 op artikel 3300/743-52/534 van de Buitengewone Dienst 2023 ingeschreven is (Aankoop auto's en bestelwagens) ;

Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:

Lot n° 1: VW TIGUAN LIFE			
LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
Basisvoertuig	1	€ 30.227,45	€ 36.575,21
Vier (4) wielen uitgerust met winterbanden	1	€ 1.983,00	€ 2.399,43
Set (vooraan en achteraan) van rubberen vloerbedekking	1	€ 66,94	€ 81,00
Trekhaak 1200 kg minimum met ISO 11446 stopcontact + adapter voor 7-pins stopcontact	1	€ 619,10	€ 749,11
Achteruitrijcamera	1	€ 308,68	€ 373,50

Pack 4 : Interventievoertuig - Standaard Levering en plaatsing van een secundaire stroomkring (zonder batterij) Levering en plaatsing van striping klasse 2 Politie (zonder daknummer) Levering en plaatsing van een bedieningsvoorziening Levering en plaatsing van een sirene (Politie of Civiele bescherming) met Public Address Levering en plaatsing van een standaard lichtbalk (blauwe lichten + werklichten + band met looplicht) Levering en plaatsing van twee blauwe lichten - Montage in radiatorrooster vooraan	1	€ 8.391,94	€ 10.154,25
M02 voor Packs 2, 3, 4 of 7 : secundaire stroomkring met batterij	1	€ 1.327,78	€ 1.606,61
Levering en plaatsing van een variabel informatie paneel - uitklapbaar (inklapbaar)	1	€ 1.464,25	€ 1.771,74
01A - Een regel (Federale en Lokale Politie)	1	€ 185,52	€ 224,48
Levering en plaatsing van een retroreflecterende signalisatie met hoge zichtbaarheid (klasse 3) op de bumpers (voor en achter)	1	€ 889,86	€ 1.076,73
Levering en plaatsing van een ondstralend zoeklicht	1	€ 795,19	€ 962,18
08D - Binnenmontage aan bekleding achterklep	1	€ 495,71	€ 599,81
Levering en plaatsing van een lichtsignalisatie « STOP » voor zonneklep	1	€ 529,09	€ 640,20
Levering en plaatsing van en lichtsignalisatie « STOP » voor achterraut	1	€ 616,87	€ 746,41
Levering van een verwijderbaar blauw licht voor voorruit (enkel klasse 1) met gemengde stekker (sigarettenaansteker + ISO 4165)	1	€ 272,57	€ 329,81
Toeslag voor een XLR connector (in plaats van de sigarettenaanstekerplug)	1	€ 102,24	€ 123,71
Levering en plaatsing van een transparante beschermingsfilm (100 µm) op alle ruiten (behalve op voorruit)	1	€ 731,51	€ 885,13

Levering en plaatsing van een getinte film (40 µm) op alle ruiten (behalve zijruiten vooraan en voorruit) - sterk getint (5%) of matig (20%) naar keuze	1	€ 546,48	€ 661,24
Levering en plaatsing van een beveiligde kluis - Middelgroot model: machinepistool 500 mm max (HK MP5A1, UZI, ...)	1	€ 1.336,64	€ 1.617,33
Omvorming van één afzonderlijke voertuigstoel en bekleding in leder	2	€ 552,51	€ 1.337,07
Plaatsing van een vaste Astrid radio (een akantenne inbegrepen)	1	€ 524,96	€ 635,20
Plaatsing van een Track & Trace systeem (Blackbox geolocatie)	1	€ 410,88	€ 497,16
Functie Key Out	1	€ 550,00	€ 665,50

Lot n° 2: AUDI A3 BERLINE

LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
Basisvoertuig	1	€ 23.388,88	€ 28.300,54
Geautomatiseerde of gerobotiseerde versnellingsbak (L22B2)	1	€ 1.934,13	€ 2.340,30
Geautomatiseerde airconditioning	1	€ 416,53	€ 504,00
Specifieke kleur op vraag	1	€ 3.800,00	€ 4.598,00
Set (vooraan en achteraan) van rubberen vloerbedekking	1	€ 82,64	€ 99,99
Vierseizoensbanden in de plaats van zomerbanden	1	€ 235,00	€ 284,35

Pack 2 : Anoniem Politievoertuig - Standaard Levering en plaatsing van een secundaire stroomkring (zonder batterij) Levering en plaatsing van een bedieningsvoorziening – Onopvallende montage Levering en plaatsing van een sirene zonder Public Address)	1	€ 3.352,42	€ 4.056,43
Levering en plaatsing van twee blauwe lichten - Onopvallende montage (ingebouwd) in radiatorrooster vooraan Levering en plaatsing van twee blauwe lichten - Onopvallende montage aan achterraut (binnen) Levering en plaatsing van een bijkomend stopcontact 12 VDC, montageplaats en model naar keuze			
M01 voor Packs 1 of 2 : sirene met Public Address	1	€ 476,08	€ 576,06
M02 voor Packs 2, 3, 4 of 7 : secundaire stroomkring met batterij	1	€ 1.327,78	€ 1.606,61
Levering van een blauw daklicht met magnetische bevestiging (verwijderbaar) 180 km/h met gemengde stekker (sigarettenaansteker + ISO 4165)	1	€ 390,59	€ 472,61
15B - Toeslag voor een XLR connector (in plaats van de sigarettenaanstekersplug)	1	€ 102,24	€ 123,71
Levering en plaatsing van een transparante beschermingsfilm (100 µm) op alle ruiten (behalve op voorruit)	1	€ 667,83	€ 808,07
Levering en plaatsing van een getinte film (40 µm) op alle ruiten (behalve zijruiten vooraan en voorruit) - sterk getint (5%) of matig (20%) naar keuze	1	€ 482,80	€ 584,19
Plaatsing van een carkit voor draagbare Astrid radio (een dakantenne inbegrepen)	1	€ 437,18	€ 528,99
Plaatsing van een Track & Trace systeem (Blackbox geolocatie)	1	€ 410,88	€ 497,16
Key out	1	€ 550,00	€ 665,50
Lot n° 3: VOLVO XC60			
LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
Basisvoertuig	2	€ 31.162,37	€ 75.412,94

Vier (4) wielen uitgerust met winterbanden	2	€ 979,91	€ 2.371,38
Metaalkleur (wit)	2	€ 822,32	€ 1.990,01
Set (vooraan en achteraan) van rubberen vloerbedekking	2	€ 101,24	€ 245,00
PACK 4 : Interventievoertuig - Standaard Levering en plaatsing van een secundaire stroomkring (zonder batterij) Levering en plaatsing van striping klasse 2 Politie (zonder daknummer) Levering en plaatsing van een bedieningsvoorziening Levering en plaatsing van een sirene (Politie of Civiele bescherming) met Public Address Levering en plaatsing van een standaard lichtbalk (blauwe lichten + werklichten + band met looplicht) Levering en plaatsing van twee blauwe lichten - Montage in radiatorrooster vooraan	2	€ 8.606,94	€ 20.828,79
M02 voor Packs 2, 3, 4 of 7 : secundaire stroomkring met batterij	2	€ 1.427,78	€ 3.455,23
M05 voor Pack 4 : Lichtbalk in omgekeerde ^V^-vorm in plaats van de standaard lichtbalk	2	€ 565,60	€ 1.368,75
Levering en Plaatsing van een daknummer (reactief met InfraRood) - Een regel (Federale en Lokale Politie)	2	€ 303,99	€ 735,66
Levering en plaatsing van een rondstralend zoeklicht	2	€ 898,19	€ 2.173,62
Levering en plaatsing van blauwe lichten klasse 2 (de lichten worden per twee geleverd en geplaatst) - 08A - Montage op het koetswerk	2	€ 564,55	€ 1.366,21
Levering en plaatsing van een transparante beschermingsfilm (100 µm) op alle ruiten (behalve op voorruit)	2	€ 749,90	€ 1.814,76
Levering en plaatsing van een getinte film (40 µm) op alle ruiten (behalve zijruiten vooraan en voorruit) - sterk getint (5%) of matig (20%) naar keuze	2	€ 560,31	€ 1.355,95

Levering en plaatsing van een beveiligde kluis - Groot model: schouderwapen ongeveer 800 mm : FN SCAR Polfed)	4	€ 1.416,13	€ 6.854,07
Omvorming van één afzonderlijke voertuigstoel en bekleding in leder	2	€ 566,66	€ 1.371,32
Plaatsing van een vaste Astrid radio (een dakantenne inbegrepen)	2	€ 538,07	€ 1.302,13
Plaatsing van een Track & Trace systeem (Blackbox geolocatie)	2	€ 421,56	€ 1.020,18
Achteruitrijcamera	2	€ 578,51	€ 1.399,99
TOTAAL		€ 235.825,35	

Aangezien dat de Leveringen gekocht zullen worden via de Federale Politie (2021 R3 032 / 2021 R3 021);

Aangezien dat de uitgave € 235.825,35 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/743-52/534 van de buitengewone dienst 2023 geboekt zal worden;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus.

BESLIST :

Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

16 ACHAT DE LICENCES UFED POUR LE SERVICE RECHERCHE - APPROBATION DE L'ATTRIBUTION ET DES CONDITIONS.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00), et notamment les articles 2, 6° et 47 §2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 900.000,00 est inscrit à l'article 3300/123-13/534 du budget ordinaire 2023 (Frais gestion-fonctionnement de l'informatique);

Considérant que la Direction Gestion des Moyens a sollicité la réalisation d'un marché pour l'acquisition de licences UFED pour le Service Recherche de la zone ;
Considérant que le montant estimé du marché "Achat de licences UFED pour le service Recherche" s'élève à € 13.133,00 TVAC ;
Considérant que la firme Cellebrite DI Ltd, 94 Shlomo Shmeltzer Rd. Park Ezorim, P.O.B. 3925 à IL-4970602 Petach Tikva est la seule firme à avoir été invitée à présenter une offre car il s'agit d'un produit exclusif de la firme ;
Considérant que la Direction Gestion des moyens propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à Cellebrite DI Ltd, 94 Shlomo Shmeltzer Rd. Park Ezorim, P.O.B. 3925 à IL-4970602 Petach Tikva, pour le montant d'offre contrôlé de € 13.133,00 TVAC ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 3300/123-13/534 ;

DECIDE

Article 1er: D'approuver le principe et le montant estimé du marché "Achat de licences UFED pour le service Recherche". Le montant estimé s'élève à € 13.133,00 TVAC.

Article 2: De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3: D'attribuer ce marché à Cellebrite DI Ltd, 94 Shlomo Shmeltzer Rd. Park Ezorim, P.O.B. 3925 à IL-4970602 Petach Tikva, pour le montant d'offre contrôlé de € 13.133,00 TVAC, via l'accord-cadre conclu par la Zone de Police Montgomery - 5343 sur base du cch n° 2023-2336.

Article 4: D'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 3300/123-13/534.

Le Conseil approuve le point.
18 votants : 18 votes positifs.

AANKOOP VAN LICENTIES UFED VOOR DE DIENST RECHERCHE - GOEDKEURING GUNNING EN LASTVOORWAARDEN

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet), en inzonderheid artikelen 2, 6° en 47 §2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 900.000,00 op artikel 3300/123-13/534 van de gewone dienst 2023; ingeschreven is (Beheers-en werkingskost van de informatica);

Overwegende dat de Directie Middelenbeheer om de uitvoering van een overheidsopdracht heeft verzocht voor "Aankoop van licenties UFED voor de dienst Recherche";

Overwegende dat de uitgave voor de opdracht “Aankoop van licenties UFED voor de dienst Recherche” wordt geraamd op € 13.133,00 incl. btw;

Overwegende dat Cellebrite DI Ltd, 94 Shlomo Shmeltzer Rd. Park Ezorim, P.O.B. 3925 à IL-4970602 Petach Tikva de enige firma is die werd uitgenodigd om een offerte in te dienen aangezien zij de exclusiviteit heeft op het product;

Overwegende dat de Directie Middelenbeheer voorstelt om, rekening houdende met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan Cellebrite DI Ltd, 94 Shlomo Shmeltzer Rd. Park Ezorim, P.O.B. 3925 te IL-4970602 Petach Tikvategen het nagerekende offertebedrag van € 13.133,00 incl. btw ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel 3300/123-13/534 van de gewone dienst;

BESLIST :

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het beginsel en de raming voor de opdracht “Aankoop van licenties UFED voor de dienst Recherche”. De raming bedraagt € 13.133,00 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht komt tot stand bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde).

Artikel 3: Deze opdracht wordt gegund aan Cellebrite DI Ltd, 94 Shlomo Shmeltzer Rd. Park Ezorim, P.O.B. 3925 te IL-4970602 Petach Tikva, tegen het nagerekende offertebedrag van € 13.133,00 incl. btw, via de raamovereenkomst die Politiezone Montgomery - 5343 sloot op basis van het bestek met nummer 2023-2336.

Artikel 4: De betaling zal gebeuren overeenkomstig de bepalingen voorzien in de offerte en met het krediet ingeschreven in het budget van 2023, op artikel 3300/123-13/534 van de gewone dienst.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

17 REMPLACEMENT DES INTERPHONES DES CELLULES DE LA MAISON DE POLICE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ET DU CELBOX DE L'ANTENNE ETTERBEEK - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 1.025.500,00 est inscrit à l'article 3300/742-53/534 du budget extraordinaire 2023 (Achat de matériel informatique);

Considérant le cahier des charges N° 2023-2334 relatif au marché "Remplacement des interphones des cellules de la maison de police de Woluwe-Saint-Pierre et du CelBox de l'antenne Etterbeek" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 16.528,92 hors TVA, ou € 20.000,00 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 3300/742-53/534 ;

DECIDE

Article 1er: D'approuver le cahier des charges N° 2023-2334 et le montant estimé du marché "Remplacement des interphones des cellules de la maison de police de Woluwe-Saint-Pierre et du CelBox de l'antenne Etterbeek". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 16.528,92 hors TVA, ou € 20.000,00 TVA comprise.

Article 2: De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3: De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 3300/742-53/534.

Le Conseil approuve le point.
18 votants : 18 votes positifs.

VERVANGING VAN PARLOFOONS VAN CELLEN VAN HET POLITIEHUIS VAN SINT-PIETERS-WOLUWE EN CELBOX VAN ANTENNE ETTERBEEK - GOEDKEURING LASTVOORWAARDEN EN GUNNINGSWIJZE

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 1.025.500,00 op artikel 3300/742-53/534 van de buitengewone dienst 2023; ingeschreven is (Aankoop informaticamaterieel);

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Vervanging van parlofoons van cellen van het politiehuis van Sint-Pieters-Woluwe en CelBox van antenne Etterbeek” een bestek met nr. 2023-2334;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 16.528,92 excl. btw, hetzij € 20.000,00 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht tot stand te brengen bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel 3300/742-53/534 van de buitengewone dienst;

BESLIST :

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2023-2334 en de raming voor de opdracht “Vervanging van parlofoons van cellen van het politiehuis van Sint-Pieters-Woluwe en CelBox van antenne Etterbeek”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 16.528,92 excl. btw, hetzij € 20.000,00 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht komt tot stand bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde).

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2023, op artikel 3300/742-53/534 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het punt goed.

18 stemmers : 18 positieve stemmen.

18 REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT DE L'INTERPHONE CELLULAIRE À LA MAISON DE POLICE D'ETTERBEEK - APPROBATION DE L'ATTRIBUTION ET DES CONDITIONS.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Considérant que la cellule Télématique a sollicité la réalisation d'un marché pour le remplacement du système d'enregistrement de l'interphone cellulaire à la maison de police d'Etterbeek;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 12.023,58 hors TVA, ou € 14.548,53 TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant);

Considérant que G4S Security Systems, rue Picard 7 / bte 100 à 1000 Bruxelles est la seule firme à avoir été invitée à présenter une offre car les enregistrements sonores seront stockés dans le serveur GENETEC de la maison de police d'Etterbeek, lequel est vendu, installé, configuré et maintenu par la firme G4S Security Systems. Faire appel à un fournisseur tiers n'est pas envisageable de par le transfert d'information (payant) et le risque de limite d'entreprise en cas de problème technique;

Considérant que 1 offre est parvenue de G4S Security Systems, rue Picard 7 / bte 100 à 1000 Bruxelles (€ 12.023,58 hors TVA, ou € 14.548,53 TVA comprise);

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Licences et configuration (AB: 742-53)			
Genetec Sipelia Base Package + configuration	1	€ 1.350,32	€ 1.633,89
Standard Connection to an Intercom Station + configuration	11	€ 187,76	€ 2.499,09
Advanced Add-on for 1 Standard Connection providing failover and bidirectional audio and video recording + configuration	11	€ 93,18	€ 1.240,23
ADV SIP-P-1Y sipelia	11	€ 31,53	€ 419,66
Licence 2N pour intégration	11	€ 299,98	€ 3.992,73
Gestion de projet et mise à jour dossier As Built	1	€ 190,36	€ 230,34
Maintenance (AB: 123-13)			
Contrat d'entretien (par an)	5	€ 402,36	€ 2.434,28
Contrat SMA (par an)	5	€ 346,83	€ 2.098,32
TOTAL TVAC		€ 14.548,53	

Considérant que la cellule Télématique propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce

marché à l'entreprise avec la seule offre, à savoir G4S Security Systems, rue Picard 7 / bte 100 à 1000 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé de € 12.023,58 hors TVA, ou € 14.548,53 TVA comprise;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire, article 3300/742-53, de l'exercice 2023 et au budget ordinaire, article 3300/124-06, de l'exercice 2023 et des exercices suivants.

DECIDE

Article 1er: D'approuver le principe et le montant estimé du marché "Remplacement du système d'enregistrement de l'interphone cellulaire à la maison de police d'Etterbeek". Le montant estimé s'élève à € 12.023,58 hors TVA, ou € 14.548,53 TVA comprise.

Article 2: De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3: De considérer l'offre de G4S Security Systems comme complète et régulière.

Article 4: D'approuver la proposition d'attribution.

Article 5: D'attribuer ce marché à l'entreprise avec la seule offre, à savoir G4S Security Systems, rue Picard 7 / bte 100 à 1000 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé de € 12.023,58 hors TVA, ou € 14.548,53 TVA comprise.

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Licences et configuration (AB: 742-53)			
Genetec Sipelia Base Package + configuration	1	€ 1.350,32	€ 1.633,89
Standard Connection to an Intercom Station + configuration	11	€ 187,76	€ 2.499,09
Advanced Add-on for 1 Standard Connection providing failover and bidirectional audio and video recording + configuration	11	€ 93,18	€ 1.240,23
ADV SIP-P-1Y sipelia	11	€ 31,53	€ 419,66
Licence 2N pour intégration	11	€ 299,98	€ 3.992,73
Gestion de projet et mise à jour dossier As Built	1	€ 190,36	€ 230,34
Maintenance (AB: 123-13)			
Contrat d'entretien (par an)	5	€ 402,36	€ 2.434,28
Contrat SMA (par an)	5	€ 346,83	€ 2.098,32
TOTAL TVAC		€ 14.548,53	

Article 6: D'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par les crédits inscrits au budget extraordinaire, article 3300/742-53, de l'exercice

2023 et au budget ordinaire, article 3300/124-06, de l'exercice 2023 et des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.
18 votants : 18 votes positifs.

VERVANGING VAN HET OPNAMESTYSTEEM VAN DE INTERCOM VOOR DE CELLEN IN HET POLITIEHUIS VAN ETTERBEEK - GOEDKEURING GUNNING EN LASTVOORWAARDEN

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Overwegende dat de cel Telematica om de uitvoering van een overheidsopdracht heeft verzocht voor "Vervanging van het opnamesysteem van de intercom voor de cellen in het politiehuis";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 12.023,58 excl. btw, hetzij € 14.548,53 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht tot stand te brengen bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde);

Overwegende dat G4S Security Systems, Picardstraat 7 / bus 100, 1000 Brussel, als enige firma werd uitgenodigd om een offerte in te dienen, aangezien de geluidsoptnames zullen worden opgeslagen op de GENETEC-server van het politiehuis van Etterbeek, die wordt verkocht, geïnstalleerd, geconfigureerd en onderhouden door G4S Security Systems. Beroep doen op een derde leverancier is geen optie vanwege de kosten voor het (betalende) overbrengen van informatie en het risico op beperking van de capaciteit van de onderneming in het geval van een technisch probleem;

Overwegende dat 1 offerte ontvangen werd van G4S Security Systems, rue Picard 7 / bte 100 te 1000 Bruxelles (€ 12.023,58 excl. btw, hetzij € 14.548,53 incl. btw);

LEVERINGEN	Aantal	EP EXCL. BTW	TOTAALPRIJS INCL. BTW
Licenties en configuratie (AB: 742-53)			
Genetec Sipelia Base Package + configuration	1	1.350,32 €	1.633,89 €
Standard Connection to an Intercom Station + configuration	11	187,76 €	2.499,09 €

Advanced Add-on for 1 Standard Connection providing failover and bidirectional audio and video recording + configuration	11	93,18 €	1.240,23 €
ADV SIP-P-1Y sipelia	11	31,53 €	419,66 €
Licentie 2N voor integratie	11	299,98 €	3.992,73 €
Projectbeheer en bijwerken van het As Built-dossier	1	190,36 €	230,34 €
Onderhoud (AB: 123-13)			
Onderhoudscontract (per jaar)	5	402,36 €	2.434,28 €
Contrat SMA (par an)	5	346,83 €	2.098,32 €
TOTAAL INCL. BTW		14.548,53 €	

Overwegende dat de cel Telematica voorstelt om, rekening houdende met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan de firma met de enige offerte, zijnde G4S Security Systems, rue Picard 7 / bte 100 te 1000 Bruxelles tegen het nagerekende offertebedrag van € 12.023,58 excl. btw, hetzij € 14.548,53 incl. btw;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave zijn opgenomen in de buitengewone begroting, artikel 3300/742-53, in het budget 2023 en in de gewone begroting, artikel 3300/124-06, in het budget 2023 en van de volgende jaren.

BESLIST :

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het beginsel en de raming voor de opdracht “Vervanging van het opnamesysteem van de intercom voor de cellen in het politiehuis van Etterbeek”. De raming bedraagt € 12.023,58 excl. btw, hetzij € 14.548,53 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht komt tot stand bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde).

Artikel 3: De offerte van G4S Security Systems wordt als volledig en regelmatig beschouwd.

Artikel 4: Goedkeuring wordt verleend aan het gunningsvoorstel.

Artikel 5: Deze opdracht wordt gegund aan de firma met de enige offerte, zijnde G4S Security Systems, rue Picard 7 / bte 100 te 1000 Bruxelles tegen het nagerekende offertebedrag van € 12.023,58 excl. btw, hetzij € 14.548,53 incl. btw.

LEVERINGEN	Aantal	EP EXCL. BTW	TOTAALPRIJS INCL. BTW
Licenties en configuratie (AB: 742-53)			
Genetec Sipelia Base Package + configuration	1	1.350,32 €	1.633,89 €

Standard Connection to an Intercom Station + configuration	11	187,76 €	2.499,09 €
Advanced Add-on for 1 Standard Connection providing failover and bidirectional audio and video recording + configuration	11	93,18 €	1.240,23 €
ADV SIP-P-1Y sipelia	11	31,53 €	419,66 €
Licentie 2N voor integratie	11	299,98 €	3.992,73 €
Projectbeheer en bijwerken van het As Built-dossier	1	190,36 €	230,34 €
Onderhoud (AB: 123-13)			
Onderhoudscontract (per jaar)	5	402,36 €	2.434,28 €
Contrat SMA (par an)	5	346,83 €	2.098,32 €
TOTAAL INCL. BTW		14.548,53 €	

Artikel 6: Om de betaling goed te keuren volgens de voorziene bepalingen in de offerte en door de kredieten opgenomen in de buitengewone begroting, artikel 3300/742-53, in het budget 2023 en in de gewone begroting, artikel 3300/124-06, in het budget 2023 en van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.
18 stemmers : 18 positieve stemmen.

Secrétariat zonal - Zone Secretariaat

19 Présentation du rapport d'activités 2022

Un exemplaire du rapport d'activités 2022 a été déposé sur les bancs.

Le Chef de Corps fait une présentation de ce rapport en précisant que celui-ci est structuré sur base des 5 grandes thématiques de sa lettre de mission : la proximité, l'intégrité, la modernité, l'efficacité et le bien-être au travail.

Le Président remercie le Chef de Corps pour la qualité du rapport.

Monsieur BERTRAND remercie à son tour le Chef de Corps pour tout le travail réalisé par la zone de police.

Il constate que tous les chiffres relatifs à la criminalité sont à la baisse. Cependant, il ne voit pas les chiffres relatifs aux vols de vélos qui, eux, sont en augmentation. Il demande ce qu'il en est actuellement dans la zone.

Le Chef de Corps signale que le phénomène des vols de vélos, après avoir effectivement connu une

augmentation assez soutenue, paraît désormais sous contrôle. Notre zone et la zone de police Marlow (Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem) ont été les premières impactées par ce phénomène, entre 2018 et 2021, qui s'étend désormais également aux autres zones de police. En 2022, on constate une stagnation ou une légère diminution du nombre de vols de vélos (prévention et arrestations) et 2023 suit cette même tendance.

Les dernières statistiques dans ce domaine seront transmises par courriel aux Conseillers de Police.

Madame VANGOITDSENHOVEN demande si les opérations de gravure de vélos sont toujours pratiquées par notre zone de police et si elles sont efficaces.

Le Chef de Corps précise que les services de Prévention communaux avaient repris ces opérations. Entre temps, la gravure a été remplacée par une initiative régionale qui permet d'apposer un sticker avec un QR Code. Ce sticker, inamovible, permet de tracer le vélo qui en est muni (c'est donc plus efficace).

Madame MEKONGO, après avoir remercié le Chef de Corps pour la présentation du rapport, demande si, comme c'était le cas il y a une quinzaine d'années, la zone de police organise encore l'activité « petits patrouilleurs ».

Le Chef de Corps n'a pas connaissance de cette activité, mais rappelle que, depuis 2018, la zone a mis en œuvre le projet « point de contact écoles » pour lequel la zone a remporté 2 prix. Ce projet permet d'établir des liens privilégiés avec les écoles (plus de 3000 élèves impliqués durant l'année scolaire écoulée). Il s'agit de rencontres organisées avec les élèves dans les écoles ou au sein de la zone, de mise à disposition et d'échanges relatifs au code de la route, de sorties vélos organisées avec la brigade cycliste, ...

Madame DELVAUX pense que l'activité « petits patrouilleurs » désignait le fait d'aider les élèves à traverser à l'occasion des accès ou au moment des sorties des écoles (encadrement et sécurité des rangs).

Le Conseil est informé.

Presentatie van het jaarverslag 2022

Er werd een exemplaar van het activiteitenverslag 2022 op de banken gelegd.

De Korpschef stelt dit verslag voor en verduidelijkt dat dit werd opgesteld op basis van de 5 grote thema's van zijn missie: nabijheid, integriteit, moderniteit, efficiëntie en welzijn op het werk.

De voorzitter dankt de Korpschef voor de kwaliteit van het verslag.

De heer BERTRAND dankt op zijn beurt de Korpschef voor al het werk dat de politiezone heeft gedaan.

Hij stelt vast dat alle cijfers met betrekking tot de criminaliteit dalen. Toch ziet hij geen cijfers met betrekking tot de fietsendiefstallen die dan weer wel stijgen. Hij vraagt hoe het er op dit ogenblik voorstaat in de zone.

De Korpschef meldt dat het fenomeen van fietsendiefstallen, na inderdaad een stijging te hebben gekend, nu onder controle lijkt. Onze zone en de politiezone Marlow (Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Auderghem) waren de eerste die te maken kregen met dit fenomeen, tussen 2018 en 2021, wat zich nu ook heeft uitgebreid naar andere politiezones. In 2022, stelden we een stagnatie vast of een lichte daling van het aantal fietsendiefstallen (preventie en arrestaties) en 2023 volgt dezelfde trend.

De laatste statistieken ter zake worden per mail bezorgd aan de politieraadsleden.

Mevrouw VANGOITDTSENHOVEN vraagt of de fietsen nog altijd gegraveerd worden door de politiezone want dit is wel efficiënt.

De Korpschef verduidelijkt dat de gemeentelijke preventiediensten daar terug mee gestart zijn. Ondertussen werd het graveren vervangen door een gewestelijk initiatief waarbij een sticker met een QR Code wordt aangebracht. Deze onverwijderbare sticker laat toe om de desbetreffende fiets te traceren (dat is dus efficiënter).

Mevrouw MEKONGO, dankt de Korpschef voor de voorstelling van het verslag en vraagt of net als een vijftiental jaar geleden de politiezone de activiteit “kleine patrouilleleden” organiseert.

De Korpschef heeft geen weet van deze activiteit, maar herinnert eraan dat sinds 2018 de zone een project is gestart “contactpunt scholen” waarvoor de zone twee prijzen heeft gekregen. Met dit project kunnen bijzondere banden tot stand worden gebracht met de scholen (meer dan 3000 leerlingen waren daarbij betrokken tijdens het voorbije schooljaar). Het gaat om georganiseerde ontmoetingen met de leerlingen in de scholen of in de zone, de terbeschikkingstelling en uitwisselingen over het verkeersreglement, uitstappen met de fiets georganiseerd door de fietsbrigade, ...

Mevrouw DELVAUX denkt dat de activiteit “kleine patrouilleleden” wees op het feit om leerlingen te helpen bij het oversteken bij het toekomen aan of verlaten van de scholen (omkaderen en veilige rijen).

De Raad heeft kennis genomen.

20 **Mini-rapport d'activités de la Zone de Police**

Il s'agit d'un condensé du rapport annuel 2022 qui sera distribué en toutes boîtes sur le territoire de la zone de police.

Le Conseil est informé.

Mini-activiteitenverslag van de Politiezone

Dit is een samenvatting van het jaarverslag 2022 dat in alle bussen op het grondgebied van de politiezone zal worden verspreid.

De Raad heeft kennis genomen.

21 **Rencontres citoyennes dans le cadre du projet Bru Response de la Haut Fonctionnaire et de la création d'une réserve citoyenne communale de sécurité civile**

Le Chef de Corps signale que la zone se lance dans un beau projet (première nationale !) qui est la création d'une réserve citoyenne communale de sécurité civile. L'idée, lancée par la zone, est de disposer d'une réserve de citoyens volontaires et bénévoles qui pourraient être engagés en cas de catastrophe pour gérer le centre d'accueil, faire du nettoyage, aider au niveau de la communication, ...

3 réunions d'information (présentation du projet) sont prévues pour les citoyens :

- le 18 09 2023 à 20 heures au Whalll à Woluwe-Saint-Pierre ;
- le 26 09 2023 à 19 heures en la salle du Conseil d'Etterbeek ;
- le 03 10 2023 à 18 heures à Woluwe-Saint-Lambert.

Le Conseil est informé.

Burgerbijeekkomsten in het kader van het project Bru Response van de Hoge Ambtenaar en de oprichting van een gemeentelijke reserve voor civiele veiligheid

De Korpschef meldt dat zone zich zal inzetten voor een mooi project (eerste nationale !), het oprichten van een gemeentelijke burgerreserve voor burgerveiligheid. Het idee dat werd gelanceerd door de zone omvat een vrijwillige burgerreserve die ingeschakeld kan worden bij rampen om het onthaalcentrum te beheren, schoon te maken, te helpen op het niveau van communicatie, ... Er zijn 3 informatievergaderingen (voorstelling van het project) voorzien voor de burgers:

- op 18 09 2023 om 20 uur in Whalll, Sint-Pieters-Woluwe;
- op 26 09 2023 om 19 uur in de raadzaal van Etterbeek;
- op 03 10 2023 om 18 uur in Sint-Lambrechts-Woluwe.

De Raad heeft kennis genomen.

22 Organisation de la journée portes ouvertes de la Zone de Police le 30 09 2023

Le Chef de Corps rappelle que la première journée « Portes ouvertes » de la zone de police se tiendra le 30 09 2023, entre 10 et 17 heures. Un moment est spécialement prévu à 10 heures pour les autorités (Conseillers de Police notamment) pour une inauguration suivie d'une petite réception. Quelque 80 membres de notre personnel seront mobilisés pour cet événement. Dans la foulée de cette journée, il y aura un « Family day » pour les membres du personnel et leur famille.

Le Conseil est informé.

Organisatie van de opendeurdag van de Politiezone op 30 09 2023

De Korpschef herinnert eraan dat de eerste "Opendeurdag" van de politiezone wordt gehouden op 30 09 2023, tussen 10 en 17 uur. Om 10 uur wordt een speciaal moment voorzien voor de autoriteiten (met name politieraadsleden) voor een inhuldiging, gevolgd door een kleine receptie. Zo'n 80 leden van ons personeel zullen worden ingezet voor dit evenement. In de loop van deze dag volgt ook een "Family day" voor de personeelsleden en hun gezin.

De Raad heeft kennis genomen.

23 Organisation de moments de rencontres entre les inspecteurs de quartier de la Zone de Police et les citoyens ("Coffee with a cop")

Le Chef de Corps précise que la zone va se lancer dans le projet « Coffee with a cop » qui existe déjà dans certaines zones du pays. Les inspecteurs de quartier de la zone vont, le temps d'une soirée (~ 2 heures), rencontrer les citoyens intéressés pour répondre à leurs questions :

- le 25 09 2023 à Woluwe-Saint-Lambert à 19 heures en la salle Prekelinden ;
- le 20 10 2023 à 19 heures en la salle du service de Prévention à Etterbeek ;
- le 24 11 2023 à 16 heures au centre avenue Orban à Woluwe-Saint-Pierre.

Une évaluation sera réalisée à l'issue de ces 3 réunions en vue d'organiser une réunion par quartier du territoire de la zone en 2024.

Monsieur DEVILLE tient à féliciter le Chef de Corps et le Collège de Police pour leur dynamisme. Il souligne que ce dynamisme le rend, chaque année, encore un peu plus fier de l'action de notre zone de police.

Le Conseil est informé.

Organisatie van ontmoetingsmomenten tussen de wijkinspecteurs van de Politiezone en de burgers ("Coffee with a cop")

De Korpschef verduidelijkt dat de zone zich gaat inzetten voor het project "Coffee with a cop" dat al bestaat in bepaalde zones in het land. De wijkinspecteurs van de zone zullen op een avond (~ 2 uur), geïnteresseerde burgers ontmoeten en antwoorden op hun vragen:

- op 25 09 2023 in Sint-Lambrechts-Woluwe om 19 uur in de zaal Prekelinden;
- op 20 10 2023 om 19 uur in de zaal van de preventiedienst in Etterbeek;
- op 24 11 2023 om 16 uur in het centrum Orbanlaan in Sint-Pieters-Woluwe.

Na deze drie vergaderingen zal worden geëvalueerd met het oog op het organiseren van een vergadering per wijk op het grondgebied van de zone in 2024.

De heer DEVILLE feliciteert de Korpschef en het politiecollege voor hun dynamiek. Hij onderstreept dat dit dynamisme hem elk jaar iets trotser maakt over de actie van onze politiezone.

De Raad heeft kennis genomen.

Levée de la séance à 19:00
Opheffing van de zitting om 19:00

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Viatour

Benoît Cerexhe